

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Première rencontre avec Dostoïevski

par Ignazio SILONE

Destin du socialisme français

par Pierre GALMIER

La contre-réforme syndicale en Pologne

par Paul BARTON

L'enfance désobéissante

et la jeunesse révoltée

par Roger HAGNAUER

Non à l'association Capital-Travail

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois 800 fr.
Un an 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 433 - Novembre 1958

- Première rencontre avec Dostoïevski Ignazio SILONE
- Problèmes : Victoire de la gauche non-
communiste et efficacité de la R.P. —
Contrôle ouvrier, dirigisme et socialisme Jean DUPERRAY.
- Destin du socialisme français Pierre GALMIER.
- Chronique de l'Union des Syndicalistes :
- Rendons à César... — Crise, récession, sta-
gnation ou inflation ? Raymond GUILLORE.
- Un vote politique sur la semaine de travail R. H.
- Boris Pasternak victime... de l'Occident ?
- Non à l'association Capital-Travail.
- Appel aux travailleurs du Bois, du Bâti-
ment et des Travaux Publics.
- Notes d'économie et de politique :
- Aux crises succèdent les récessions. — Sa
grandeur tente deux coups et les manque.
— Nouveau grand succès de la politique
anticommuniste de M. Dulles Robert LOUZON.
- Lettre d'Algérie NOCHAN.
- La nature du nouveau régime apparaît J. PERA.
- Rudolf Rocker est mort Evert ARVIDSSON.
- L'enfance désobéissante et la jeunesse
révoltée Roger HAGNAUER.
- « Place aux bras nus » ? Albert LEMIRE.
- La contre-réforme syndicale en Pologne Paul BARTON.

ENTRE NOUS

Ce numéro de la « R.P. » surprendra encore ceux qui nous connaissent mal. Il contient en effet des articles de tendances diamétralement opposées sur certains sujets actuels, écrits par des rédacteurs ordinaires de la « R.P. ».

Dire ce que l'on pense sans ménagements. Non seulement ne pas éviter la controverse, mais la provoquer. C'est peut-être l'originalité de la « R.P. ». C'est encore sa **singularité** que de publier tous ses comptes. Et si son contenu n'est pas toujours pleinement satisfaisant, elle reste la seule revue libre du syndicalisme révolutionnaire.

Nous envisageons une grande opération de diffusion et de lancement. Il nous faut des moyens : réabonnez-vous, faites des abonnés, participez à notre souscription. Il nous faut des listes de possibles : des militants syndicaux de toutes tendances, des jeunes travailleurs.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris.

PREMIÈRE RENCONTRE AVEC DOSTOÏEVSKI (1)

Mon premier contact avec les livres de Dostoïevski fut, je dois l'avouer avec quelque honte, assez tardif, puisqu'il ne se produisit qu'au cours de ma vingt-deuxième année. Encore me fut-il, dans un sens, imposé par les circonstances. Les conditions dans lesquelles j'entrepris cette lecture, loin d'être banales, étant au contraire fort propices à la compréhension d'un auteur d'une aussi exceptionnelle nature, il me semble qu'elles valent la peine d'être brièvement racontées.

Je me trouvais donc, pour un séjour qui ne devait durer que deux mois, à la « Carcel Modelo » de Barcelone. Cela vous paraîtra tout simple lorsque j'aurai ajouté que sévissait alors en Espagne le directoire militaire présidé par Primo de Rivera, dont les services de police accordaient à ma présence — qui, évidemment, ne pouvait se justifier par des motifs touristiques — une importance excessive. Un critique mal intentionné pourrait en déduire que, si j'étais en retard dans mes lectures, je témoignais par contre d'une certaine précocité dans le domaine de la « délinquance politique ».

Lorsque j'y fus conduit, au début de l'année 1923, la prison de Barcelone regorgeait de catalanistes, de syndicalistes, de socialistes, de communistes et d'anarchistes. Quels hommes magnifiques ! En nul autre pays au monde je n'ai connu d'hommes aussi admirables que les Espagnols « subversifs ».

La « Carcel Modelo » était bien, à certains égards, une véritable prison modèle. Parmi les anarchistes qui s'y trouvaient internés, quelques-uns étaient condamnés à mort pour actes de terrorisme. J'espère avoir un jour le temps de raconter l'histoire de certains d'entre eux. Je garde surtout, vivant dans ma mémoire, le souvenir d'un tout jeune peintre, encore mineur, avec lequel j'eus la chance de me lier d'amitié, grâce à la complaisance du médecin de la prison, lui-même détenu pour « idées séparatistes ». Ayant découvert un médecin parmi les prisonniers, l'administration pénitentiaire avait en effet jugé opportun, par économie, de renvoyer l'ancien praticien venu de l'extérieur.

Je voudrais, avant d'en arriver à ma découverte de Dostoïevski, dire quelques mots encore de ce jeune condamné à mort, qui se trouvait lui-même dans une situation purement dostoïevskienne.

Après sa condamnation (en Espagne, on exécute au moyen du « garrot », autrement dit par strangulation), un éminent juriste catholique s'était permis de faire publiquement observer qu'aucun code espagnol, fut-il militaire, n'admettait la peine de mort pour les mineurs. Les juges l'avaient-ils donc oublié ? L'opinion publique s'émut, et, en conséquence, l'exécution fut remise. Les militaires au pouvoir ne savaient trop que faire. Comment sacrifier le prestige au droit ? Le bruit courut enfin que le respect de la loi avait prévalu et qu'on attendrait, pour exécuter le coupable, qu'il eût atteint sa majorité. (Le délit qu'on

lui reprochait, il l'avait cependant commis étant mineur...)

Le jeune condamné à mort n'en abandonna pas pour autant sa bonne humeur : il s'amusa à dessiner des caricatures de généraux espagnols, immuablement flanqués de leur énorme sabre. Mais nous ne pouvions, de notre côté, que difficilement nous associer à son apparente insouciance. Et personne n'osait plus maintenant se plaindre de la lenteur du temps.

Le médecin — complice ainsi que je l'ai dit — me permettait de passer toutes mes matinées dans son infirmerie avec le jeune garçon, après avoir averti la direction que notre santé à tous deux exigeait des soins quotidiens. Ce médecin était un brave homme. Dans un sens, il était, pour une prison modèle, le docteur modèle. Je n'ai jamais compris par exemple pourquoi il témoignait d'autant d'égards à l'étranger que j'étais pour lui.

Outre cette relative liberté du matin, il nous procurait livres et revues pour nous aider à supporter les longues heures de l'après-midi et du soir, heures interminables pour chaque détenu replongé dans la solitude de sa cellule. Et la chance voulut qu'il disposât, entre autres livres, de divers volumes de Dostoïevski en traduction française. J'eus ainsi l'immense joie de lire, pour la première fois, *Les Frères Karamazov* et *L'Idiot*. Je ne saurais plus dire maintenant combien j'en fus bouleversé. Aucune œuvre littéraire ne m'avait jamais autant impressionné. J'en perdis bientôt toute notion de temps et de lieu.

Je n'étais plus en prison. La lecture de ces livres faisait s'évanouir les murs de mon étroite cellule, et me transportait à des milliers de kilomètres de là, dans une atmosphère qui m'emplissait d'une angoisse jusque-là inconnue. Parfois, je marchais aux côtés d'une foule immense, le long des rives d'un grand fleuve, la Néva, cependant qu'au loin, dans la nuit claire, luisaient les coupes dorées d'un monastère. Ou bien, dans un grand jardin, assis au pied d'un buisson de jasmins, je regardais en frissonnant le prince Muichkine attendre Nastasia Filippovna. Parfois encore, à l'hôtellerie d'un couvent, je me retrouvais agenouillé au milieu d'autres pèlerins, écoutant la voix rauque et inspirée d'un saint vieillard, le staretz Zosime.

De quelle autre chose aurais-je bien pu parler au jeune condamné à mort, en le retrouvant chaque matin ?

Le temps passé n'a rien changé à mon souvenir : ces jours étaient merveilleux ! Ils sont parmi les plus beaux de ma vie.

Ignazio SILONE.

(1) Avec ce texte d'Ignazio Silone, que nous transmet la Commission Internationale de Liaison Ouvrière, nous renouons avec une saine tradition : la collaboration d'écrivains de renom à la presse ouvrière.

Victoire de la gauche non communiste et efficacité de la R.P

Toutes les rubriques de la « R.P. » pourraient s'intituler « problèmes ». Tous les articles de la « R.P. » en posent. Cette rubrique prétend seulement rappeler à intervalles réguliers les problèmes que les articles de la « R.P. » ont plus spécialement esquissés, mais qui, sans avoir été repris, examinés et résolus, risquent d'être oubliés et de se diluer dans le vide.

Je me souviens entre autres du contrôle du circuit commercial (Mercier), du problème de l'éducation socialiste et du rôle de l'orthographe dans l'enseignement primaire (Péra), des rapports entre les loges maçonniques et le mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique (Maupieux), des rapports entre la classe ouvrière et la République (Péra), contenu exact du mot d'ordre « au syndicat le pouvoir » (Louzon-Péra), etc., etc. Il ne s'agit certes pas là de questions en l'air. Aussi ne faut-il pas qu'elles s'envolent.

Féraud dans « l'Ecole émancipée » a posé les problèmes d'une actualité qui n'est pas celle des impératifs chronologiques. La dernière « R.P. » les pose également de façon diffuse dans l'ensemble de son dernier numéro.

ET DEMAIN ?

Henri Féraud répond : « La lutte de classe est stoppée, mais l'histoire n'est pas faite par les hommes mais par des mécanismes économiques, géographiques et sociaux où les hommes n'ont encore qu'une faible part, et revigorent avec une énorme part d'illusions anti-scientifiques, cependant c'est avec les hommes et « à partir de leur point de vue et non à partir du nôtre », que nous devons agir. Il faut donc s'adapter aux positions réformistes des regroupements de gauche pour tenter de créer au sein même du rassemblement nécessaire, un rassemblement de classe centrant sa propagande et son agitation autour d'un programme de transition révolutionnaire. »

Ce sont des perspectives d'ensemble similaires sinon identiquement formulables qui nous ramèneront aux deux questions immédiates pour nous : « Quel doit être le contenu de la « R.P. », que faut-il faire, à qui faut-il faire appel pour qu'elle soit pleinement efficace ? »

LA DEFAITE DES « NON » au référendum n'est pas aussi catastrophique qu'on pourrait le croire à la lecture de la dernière « R.P. ». Les éléments favorables me semblent au contraire dominer. Dans un contexte général international caractérisé par l'inéluctabilité de la victoire des révolutions nécessaires, décelable, dans un recul du planisme dictatorial, un réveil des tendances au contrôle ouvrier, un progrès de l'émancipation coloniale, le contexte de la défaite des « non » au référendum contient une victoire de la gauche non communiste qui est elle-même favorable à un redressement libéral libertaire d'une part, et à un redressement syndicaliste d'autre part.

Quand on fait de la psychologie collective comme Louzon ou Hagnauer, il faut aussi se rappeler prudemment qu'on ne fait pas l'étude d'une psychologie individuelle mais que les conclusions auxquelles on aboutit retombent dans le domaine de la loi des grands nombres.

Echec syndicaliste et libertaire ? hyper-stalinisme congénital de la classe ouvrière déterminée par la forme même de sa vie à l'usine ?

Hagnauer et Louzon ont raison à 50 pour cent. Mais à 50 pour cent ils ont tort.

Et si, au contraire, c'était le massacre de Buda-

pest et les exécutions de Nagy et Maletier qui avaient, à la fois entraîné le vote des électeurs communistes pour de Gaulle et démontré leur capacité de critique à l'égard du parti, si c'était la conscience de la classe ouvrière communiste qui l'avait entraînée à voter, en courant au plus pressé, pour celui qui se montrerait apte à utiliser un oui massif en libérant l'Afrique Noire, en dissociant les comités de salut public fascistes et en renouant des relations négociatrices par l'intermédiaire des bons offices tunisiens. Si c'était cette conscience qui avait nécessité la première auto-critique à peu près sincère, du P.C. ?

Je n'ai pas inventé ces raisonnements, je les ai entendu formuler par des militants ouvriers communistes et par des militants et des travailleurs socialistes.

Comment ne penseraient-ils pas dans l'immédiat que leur bon sens a eu raison ? Comment, par exemple, un militant ouvrier communiste qui a connu toutes les luttes du parti depuis 1920, qui a vécu Buchenwald, en est revenu et a compris Budapest, confierait-il son sort au noyau de la « R.P. », ou à la patience et aux aléas d'une lutte pour la démocratisation de son syndicat C.G.T., ou d'une lutte pour la mise en ordre de marche de son syndicat F.O. quand la question d'Alger se pose en termes urgents ?

Si une masse importante de la classe ouvrière communiste peut se retrouver après Budapest avec ceux qui ont voté oui, si une masse laïque et socialiste, des travailleurs ruraux en particulier peut s'y retrouver, ces masses sont-elles perdues pour un rassemblement comme celui dont parle Féraud et pour un syndicalisme unitaire et démocratique ?

Ces gens rient quand on leur parle de la Constitution. Ils pensent que c'est un chiffon de papier, que les droits des travailleurs sont dans la même vitrine que la nouvelle Constitution, que la nouvelle reporte à l'autre et qu'en fin de compte les droits se gagnent quand on en a besoin, à condition que le fascisme algérien soit battu. Ils pensent qu'il a fallu d'abord qu'il le soit et qu'il l'est.

Si de Gaulle est un bradeur d'empire, tant mieux, c'est qu'ils ont gagné leur pari sur ce sujet. Si le fascisme ne nous cerne que juridiquement, ça vaut mieux que ce qui se passait avant et autour du 13 mai, où le fascisme nous cernait effectivement malgré la juridiction.

Tout cela est loin de nous satisfaire, mais qu'est-ce donc sinon la traduction dans la conscience et la santé ouvrières immédiates de ce que nous pensons en votant « non » ou en nous abstenant ?

Un rassemblement de la gauche et un mouvement pour l'unité et la démocratie du syndicalisme, partant de celle du syndicalisme libre, ont donc le contact à retrouver avec les « oui » de gauche, capables d'échapper au parti communiste. (Le front unique avec la base C.G.T. était donc et est encore possible et cela sans humour noir.)

Si, d'autre part, la part des « non » la plus importante est, elle aussi, non communiste, qu'est-ce à dire, sinon que les principes libéraux, libertaires et syndicalistes libres ont, malgré des circonstances aussi défavorables, rassemblé une opposition inespérée ? Quelques millions de non, pour quelques centaines de militants ? Qu'est-ce que les quelques dizaines de militants « R.P. » espéraient donc ?

Voilà l'antithèse après la thèse de Louzon. Il me suffit amplement qu'elle soit vraie à 50 pour cent.

ET MAINTENANT LA SYNTHÈSE

Certes, le sentiment de la démocratie et de l'égalité est aristocratique », disait à peu près Proudhon. De façon moins prétentieuse en ce qui nous concerne disons que la démocratie n'est pas le moyen de doter la masse de la souveraineté, mais d'empêcher que quelqu'un puisse exercer sa propre souveraineté sur la masse. Nous sommes démocrates parce que tous les problèmes d'administration économique et sociale sont des problèmes techniques, parce que la masse se trompe toujours à leur propos, et parce que la démocratie seule permet la confrontation des technicités opposées en garantissant la promotion du plus grand nombre de techniques possibles jusqu'au creuset de la concurrence d'où sortira le choix naturel. La souveraineté de la masse par contre est non concurrentielle, planiste et pro-fasciste, elle ne peut promouvoir que des Napoléon ou des Staline, elle est contraire à la démocratie. Le peuple a un instinct juste et raisonne faux. On n'établit pas des techniques et des raisonnements en masse (cela ne s'adresse nullement à chaque homme du peuple en particulier, qui vaut bien chaque homme d'une autre classe, ou chaque homme de l'intelligentsia, quand il s'agit de juger sans se préoccuper des impératifs des instincts de masse).

Mais ce que disait un jour Louzon à propos du problème artistique, à savoir qu'aucun groupe, aucune classe, aucune collectivité n'a par lui-même une voix, mais que ce qu'il a à dire doit l'être par la voix d'un homme : un Zola, un Hugo, un André Breton, un Dostoïewski, cela est vrai aussi pour les problèmes politiques.

La masse a des dictateurs. La démocratie confronte des courants en confrontant des personnalités. L'histoire de l'anarchie s'écrit avec d'interminables colonnes de noms propres, les « dictionnaires du mouvement ouvrier » s'écriront avec des fiches « biographiques ».

Il ne faut pas voir dans le recours de la masse aux dictatures la cause de l'effondrement de la démocratie. Il faut voir dans l'inefficacité des techniques employées par les courants de la démocratie, la cause de son échec, et dans le choix des moyens employés par les personnalités qui sont responsables des courants au nom desquels elles parlent, le choix des moyens pour utiliser demain la victoire de la gauche non communiste.

Contrôle ouvrier Dirigisme ou Socialisme

Paul Barton a donné à la revue « Saturne » de la « commission internationale contre le régime concentrationnaire » une série d'articles sur les possibilités, le dynamisme et l'actualité anti-totalitaire du contrôle ouvrier.

Pour Paul Barton, contrôle ouvrier et contrôle social sont des termes synonymes et qui s'opposent à ceux du dirigisme économique dont la pire expression est l'utopie du planisme généralisé.

Si l'étude de Barton présente pour nous le plus grand intérêt c'est parce qu'elle découvre le mécanisme interne du mouvement général qui pourrait apporter une solution à tous les problèmes qui nous préoccupent.

1. — Elle décèle dans la déviation planiste du socialisme la raison de la stagnation du mouvement ouvrier, c'est le moindre mal, et les racines

du régime concentrationnaire, c'est le mal extrême.

2. — Elle décèle dans le contrôle ouvrier opposé au totalitarisme et au dirigisme le moteur social essentiel pour une remise en marche du mouvement ouvrier vers le socialisme et la liberté.

Mais elle montre aussi comment les deux pôles dont pourrait jaillir l'étincelle sont à portée de notre main puisque la déviation planiste du socialisme aboutit à des impasses et puisque des échecs recréent eux-mêmes les conditions favorables au contrôle ouvrier.

Nous pouvons donc trouver là un point de départ dans les faits réels, une doctrine pour une propagande, une direction pour l'action, un but immédiat clair, en accord avec les perspectives générales du mouvement ouvrier.

Notre camarade Simone Weil disait déjà en 1936, que la deuxième étape du mouvement devrait être la réalisation du contrôle ouvrier.

La question qui s'est posée à la rédaction de la revue « Saturne » était la suivante :

« La planification constitue-t-elle en général un instrument approprié quand il s'agit d'améliorer l'économie de façon à ce qu'elle serve les besoins de la société ? »

Barton, pour répondre à la question, a tenu compte des expériences faites en dehors de l'orbite soviétique, mais a étudié d'abord la plus instable des économies planifiées, celle de l'U.R.S.S. et a constaté que le planisme russe... n'existait pas.

Les documents officiels analysés par Barton montrent en effet comment le « planisme » ne dirige rien en matière économique tout en écrasant toute la société sous le régime généralisé du despotisme propre à l'usine. Le propre du soi-disant planisme est le contraire de ce qu'il prétend apporter. C'est, en fait, un écart considérable et permanent entre ses objectifs et ses réalisations ». Nombre de ses objectifs ne sont que des objectifs de propagande. Les autres sont rarement atteints, et les prévisions sur lesquelles ils sont élaborés sont si aléatoires qu'elles entraînent tout un système de manipulations monétaires (inflation et déflation), ainsi que de fluctuations des salaires et des investissements. Pour être considérablement plus lourd, le capitalisme d'Etat n'est pas moins, mais beaucoup plus chaotique que l'autre. L'information fautive et les rapports truqués sont la base du système, et les meilleures statistiques de fonctionnaires prudents aboutissent aux plus mauvais résultats dans la production. La généralisation de la contrainte naît de la généralisation du mensonge qu'elle engendre à nouveau et les aveux officiels admettent que « les gouvernements de l'orbite soviétique ont une idée beaucoup moins précise de la vie économique de leurs pays respectifs que ceux où règne le capitalisme privé ».

En imposant, en conclusion, le despotisme du régime des fabriques à la société tout entière on a introduit le chaos social dans l'activité de la fabrique.

Les pays sans liberté sont les pays du désordre. La base de la liberté sociale est celle du marché (il n'y a pas de liberté sans base économique précise). La loi de l'offre et de la demande est la loi naturelle du marché et le marché le meilleur régulateur de l'économie. Le « planisme » en perturbant les lois du marché, perturbe le fonctionnement du régulateur et celui de l'économie. Le marché, en fonctionnant malgré le « planisme », redresse seul l'économie et prolonge sa vie perturbée.

Car si on peut dire que le « planisme » n'existe pas, c'est moins parce que tous les caractères qu'il prétend comme siens sont au contrepied de

ceux que nous avons décelés dans les descriptions précédentes, que pour une raison plus décisive encore.

L'économie « planiste » fonctionne en réalité « comme l'économie capitaliste ordinaire, grâce aux lois régulatrices du marché qui rétablissent aussi souvent l'équilibre que le despotisme étatique le détruit ».

L'économie dite « planifiée » n'est qu'une économie capitaliste perturbée par l'étatisme.

Ainsi que le marché noir a perpétué l'économie des pays occupés, le marché russe clandestin ou semi-clandestin, non seulement n'est pas une survivance anachronique et accidentelle, mais c'est un système permanent de transactions compliquées qui ouvrent des portes d'entrée ou de sortie pour les marchandises à tous les échelons du circuit officiel. On ne peut pas parler d'un marché parallèle alimenté par les débrouillages de « responsables » industriels et commerciaux, les détournements, les coulages, les maquillages, les trocs et les échanges de grande envergure. Il faut parler de deux circuits commerciaux étroitement entrelacés. C'est celui qui est libre envers et contre tous qui apporte à l'autre l'oxygène qui le fait vivre.

Mais je ne veux pas écrire de nouveau les articles de Barton. Je pense que ces aperçus éveillent une curiosité suffisante chez tous les lecteurs de la « R.P. » pour que les problèmes du dirigisme, du socialisme et du contrôle ouvrier soient reposés en termes efficaces.

Ce que j'entends par efficacité est tout à fait terre à terre. Il faudrait obtenir une publication en volume ou brochure de grand format, des thèses et documents de Barton et l'organisation de leur diffusion avec une campagne de presse et de propagande orale parallèle. Il faudrait ouvrir la porte aux idées de Barton, qui ne sont que les idées syndicalistes traditionnelles, dans les organisations syndicalistes, philosophiques, politiques, libertaires, les groupes et les tendances, du mouvement ouvrier, mais aussi dans les organisations démocratiques voisines, et dans l'opinion publique en général.

* * *

Sur le même problème, j'ai cité dans la « R. P. » de février 1958 notre camarade Helmut Rüdiger, représentant la S.A.G. (des syndicats libertaires de Suède) et membre de la commission de liaison internationale à laquelle appartient également notre Union des syndicalistes. Interprétant un article traduit de l'allemand dans la revue américaine « Ost Probleme », Rüdiger montrait que l'opposition entre le contrôle ouvrier et le planisme en Pologne avait été concrétisée par cette image : « Le conseil économique polonais a été visité par le fantôme du syndicalisme. »

C'est à propos des rapports et des oppositions entre le contrôle ouvrier, le dirigisme et le socialisme que Rüdiger souhaitait voir s'établir la moyenne entre le pragmatisme précieux de l'activité pratique et la nécessité d'une théorie révolutionnaire (sans laquelle il n'y a pas de pratique révolutionnaire).

C'est à ce propos encore qu'il faisait allusion aux travaux d'Erich Gerlach (parlementaire social-démocrate de Niedersachsen) qui, portant un intérêt tout particulier à l'œuvre de la C.N.T. espagnole, écrivait de nombreux articles dans la presse de l'opposition en faveur d'un retour à un socialisme démocratique à base anarcho-syndicaliste.

J'ai en mains la traduction de ce document. Il est volumineux et confus. C'est par là qu'il est intéressant. Sa forme est une des garanties de son authenticité. Une masse de critiques, de recherches et de doléances d'origines géographiques et

corporatives multiples ne peut se présenter sous forme de théorie balancée avec la précision d'une œuvre d'économiste.

Ce compte rendu est le reflet de controverses, elles-mêmes réel reflet de remous économiques effectifs. On ne pourrait que dresser l'inventaire des considérants enchevêtrés qui la composent. Cet inventaire — et c'est là son autre intérêt — étaye les thèses de Barton, comme les thèses de Barton peuvent l'éclairer. Nous ne pouvons dresser ici cet inventaire complet. En voici seulement quelques points.

Le ton des controverses fut celui de « heurts violents ».

Les argumentations s'opposèrent selon trois directions essentielles :

1. — Celle des partisans du maintien de la centralisation administrative.

2. — Celle des « experts partisans de la loi des valeurs », convaincus de l'efficacité du marché libre.

3. — Celle des partisans d'une « position moyenne ».

La première tendance fit porter ses exposés sur les points suivants :

a) les prix « oscillants » ;

b) l'économie « mouvante » ;

c) l'indépendance des entreprises et leur libre initiative, pour le rendement, le gain et le salaire maximum ;

d) le rôle coordonnateur et régulateur du plan central sur le désordre du marché.

Le plan devenait pour eux, un simple « moyen de contrôle » et de répartition des produits suivant les intérêts collectifs, mais dans le système naturel du marché. Ils voyaient dans leur conception, la bureaucratie perdre ses moyens de coercition et d'exploitation. Au plan programme imposé, ils opposaient en somme le plan « témoin », instrument de démocratisation économique. La démocratie économique exercée par le moyen du contrôle devait l'être par des conseils de travailleurs ou de consommateurs, le cas échéant.

Le troisième groupe fut, évidemment, sous le drapeau de la « position moyenne », le plus important. Il oscilla entre les points de vue du premier groupe et une critique modérée du planisme officiel. Il ne voulut pas lui dénier toute capacité à donner des ordres impératifs. L'un de ses porte-parole, le professeur Czslaw Bobroski parla « du domaine utile de la planification ». Ce groupe voulut laisser à l'Etat le soin de fixer les prix (régulation du marché), mais souhaita une politique de prix élastiques (reconnaissance du marché).

On souligna la nécessité d'élargir le recours aux ressorts des « impulsions économiques naturelles ». On s'efforça de concilier le maintien de la nationalisation des moyens de production et la création d'un « marché des moyens de production » (formule qui paraît très obscure, d'ailleurs).

On chercha à restituer au bénéfice son rôle stimulant dans l'entreprise. On marqua la différence entre l'efficacité de cette stimulation pour l'aboutissement à la pleine réalisation de sa part du plan témoin par une entreprise donnée, et l'inefficacité de la stimulation fournie par la promesse d'une prime versée à une entreprise après la réalisation par celle-ci de la part imposée d'un plan impératif.

On pourrait encore multiplier les citations. Elles sont autant de tentatives de formulation d'un moyen terme entre deux systèmes opposés : celui du dirigisme et celui du contrôle ouvrier.

Pour le mythe du planisme c'est l'heure de la vérité. Pour le syndicalisme ouvrier c'est une lueur de l'aube de sa renaissance.

Jean DUPERRAY.

Destin du Socialisme Français

Un des socialistes français les plus connus, André Philip, évoquant récemment le rôle joué par la S.F.I.O. lors de la folle entreprise de Suez et en Algérie, n'hésita pas à parler de « socialisme trahi ». Dans son ouvrage, l'auteur qui n'est nullement marxiste ni « gauchiste ancienne manière », s'attache à démontrer que le parti officiel du socialisme français — la Section Française de l'Internationale Ouvrière — a abandonné non pas son programme — qui est très vieux, mal connu et qui mérite une révision — mais ce que l'on peut appeler les traditions humanistes et démocratiques de l'ancien mouvement ouvrier.

On pourrait objecter à André Philip que d'autres ont abouti, et bien avant lui, à cette conclusion que la politique « nationale » du socialisme français, bien qu'elle ne se soit pas toujours manifestée au cours des années passées avec la même virulence que pendant la période des années 1956-1958, a néanmoins des racines dans un passé plus lointain. Quoi qu'il en soit, le fait que des socialistes aussi modérés qu'Edouard Depreux et Charles Lussy, par exemple, se décident à rompre avec le socialisme officiel est extrêmement significatif et démontre que la crise du socialisme français est profonde.

Il ne s'agit pas essentiellement d'une crise « idéologique » : on ne peut guère nier que, sur le plan des idées, le socialisme français patage dans la même confusion que les partis frères de l'Internationale socialiste. Comme eux, le socialisme français n'a guère fait d'efforts pour adapter aux réalités nouvelles les thèses (théoriques) du siècle passé. Lorsqu'il invoque Jaurès et Guesde — les jours de fête — cela correspond uniquement à une habitude devenue mécanique, à un cérémonial sans aucune signification réelle.

Il apparaît pourtant incontestable que le socialisme français occupe une place particulière sur la scène du mouvement international qui se réclame des idées de l'émancipation sociale. Ce qui le distingue du parti travailliste en Angleterre, du parti social-démocrate allemand, du parti ouvrier en Belgique, ou bien des partis socialistes des pays scandinaves, c'est d'abord le fait que sa base sociale n'est plus essentiellement ouvrière, que sa structure interne se ressent de ce fait et que, par conséquent, ses préoccupations idéologiques ne sont pas celles du milieu qu'il est censé représenter.

Il n'est pas ici de déceler les causes de ce phénomène ni d'analyser le rôle joué par le communisme dans le processus qui a abouti à ce résultat, mais tout simplement de constater un fait : alors que dans la plupart des autres pays européens les partis socialistes ont réussi à garder des contacts assez proches avec le mouvement syndical — contacts organiques ayant un caractère d'association plus ou moins étroit — le socialisme français, lui, depuis longtemps, a éloigné de ses préoccupations quotidiennes la recherche de ce contact avec le milieu ouvrier.

Le parti n'est plus une organisation ouvrière, des statistiques récentes en fournissent la preuve : 20 pour cent à peine de ses adhérents sont issus du milieu ouvrier, le gros des militants étant des fonctionnaires, des employés, des commerçants, des instituteurs, et... des ouvriers communaux. Si nous enregistrons ces derniers dans une catégorie à part, c'est pour une raison bien précise : des milliers de communes françaises sont administrées par des maires, des conseillers municipaux socialistes et les ouvriers municipaux forment une co-

horter non négligeable. Or, dans telle municipalité de la région parisienne, par exemple, les ouvriers communaux et les autres employés de l'administration de la cité forment le gros de la section socialiste et suivent fidèlement les consignes de leur maire socialiste qui, en général, ne tolère pas les « déviations » de la ligne générale. Dans telle autre commune du Nord de la France on a pu observer que le Conseiller général socialiste du canton, soucieux d'assurer une majorité au secrétaire général du parti, n'hésita pas à réprimander sévèrement ceux de ses « subordonnés » qui manifestaient des velléités de résistance...

Le parti socialiste français est essentiellement « municipaliste ». Lors du dernier congrès du parti, son secrétaire général, Guy Mollet, défendant le nouveau système d'élection du président de la République basé sur la prépondérance des notables, a très justement fait remarquer que le parti socialiste comptait quelques dizaines de milliers de notables dans ses rangs. Il est vrai que le même phénomène peut s'observer dans d'autres partis, en Allemagne par exemple. Mais les municipalités allemandes dirigées par des socialistes sont des municipalités ouvrières et sont par conséquent soumises à un certain contrôle des travailleurs dont les élus doivent tenir compte.

Ce qui, par contre, caractérise la majorité des municipalités socialistes en France, c'est d'abord le fait que les maires et les conseillers généraux du parti, minoritaires dans leur commune, sont redevables de leur poste à des arrangements plus ou moins obscurs avec les autres partis qui préférèrent céder la place à un socialiste plutôt qu'à un communiste. C'est le cas de beaucoup de communes de la région parisienne où une collaboration plus ou moins étroite s'est instituée entre les élus socialistes et ceux des partis du centre et de droite. Dans la plupart des cas, l'activité des sections socialistes se concentre autour de ces « bastions » que sont les municipalités dirigées par des socialistes, et cela au détriment de toute action sociale véritable et autonome.

On a dit avec raison que le parti socialiste français a, dans une large mesure, pris la place qu'occupait jadis le parti radical dans la vie politique en France. Il y a pourtant une différence essentielle : le parti socialiste n'est pas uniquement un parti de « notables », et ses adhérents les plus sincères et les plus désintéressés sont liés d'abord par une certaine sentimentalité — la « vieille maison » qu'on ne peut pas quitter — et ensuite par une discipline qui a pris, au sein du parti, des dimensions assez extraordinaires. Progressivement, l'appareil dirigeant du parti, utilisant des procédés qui furent jadis le privilège du parti communiste, a introduit au sein du parti une sorte de discipline sévère et rigide, interdisant les débats véritables, insistant sur la nécessité de la discipline, sanctionnant et excluant les « indisciplinés », les éléments non conformistes.

Cela était dû, certes, à la personnalité du secrétaire général, Guy Mollet, qui, en accédant au secrétariat général en tant que « gauchiste » contre la volonté de Léon Blum, introduisit progressivement ces méthodes inconnues jusqu'alors. La « fidélité au parti » fut assimilée à la « fidélité à la direction élue », le climat de libre discussion en honneur sous Léon Blum fut remplacé par un climat de contrainte intolérable aux « vieux » socialistes et même aux jeunes qui désertaient le parti.

La base sociale et structurelle de cette discipline,

cherchons-la d'abord dans le fait que des milliers de membres du parti qui tiennent de l'appareil du parti leurs emplois administratifs ou économiques sont nécessairement hostiles aux « éternels non conformistes » qui, en voulant pousser l'organisation dans l'opposition, ou tout au moins sur des positions plus rigides à l'égard des institutions existantes, constituent une menace directe pour certaines positions sociales acquises. L'appareil central du parti, avec toute sa gamme de secrétaires fédéraux et de fonctionnaires « à part entière », axé lui aussi sur la défense des positions acquises, se rassemble autour du secrétaire général qui, par son « réalisme », ses relations gouvernementales et son « pouvoir », les rassure sur leur propre avenir.

Cette contrainte, cette transformation sociale du parti socialiste en un organisme entièrement dévoué à son chef sont devenues particulièrement sensibles en 1956, lorsque Guy Mollet devint président du Conseil. Le fait que le chef du gouvernement, et secrétaire général du parti socialiste, reniât assez cyniquement tous les engagements pris la veille — en particulier en ce qui concernait le problème algérien — obligeait l'appareil du parti à sévir sans restrictions ; ainsi, sans que cela fût dit expressément, toute opposition contre la politique du parti et du gouvernement fut considérée comme un crime contre l'Etat : et, en effet, l'intérêt du parti se confondant avec celui de l'Etat, il s'agissait maintenant d'assainir l'organisation, comme l'a formulé Guy Mollet ; ce qui fut fait. Ceux qui ne furent pas exclus s'en allèrent, et fondèrent une organisation socialiste « autonome ».

Il serait faux de croire que les ouvriers, membres du parti, soient parmi les éléments les plus hostiles aux méthodes et à la politique de la direction. Dans la plupart des cas, c'est le contraire qui se produit : nombre d'ouvriers socialistes ayant eu l'occasion, dans les années d'après-guerre, de faire connaissance avec les méthodes et la terreur stalinienne, savent gré à la direction du parti et en particulier à Guy Mollet d'avoir opposé une résistance — plus ou moins efficace — à la politique des communistes et d'avoir répondu par des fins de non-recevoir aux avances des staliens français. Qu'une certaine politique des socialistes ait favorisé les desseins des communistes, cela ne les préoccupe guère ou échappe encore à leur entendement. Ce qui compte pour eux, c'est le langage violent dont on use à l'égard des staliens pour lesquels ils éprouvent une haine implacable.

Dans telle section socialiste, des ouvriers déclarent qu'ils préfèrent « la réaction aux moscouitaires », dans telle autre on applaudit l'orateur qui défend la thèse de l'interdiction du parti communiste. Il est évident que de nombreux ouvriers du Nord de la France, adhérents ou sympathisants du parti socialiste, qui se souviennent de la terreur exercée par les communistes dans les années 1947-48, sont portés à faire confiance à des hommes qui leur apparaissent comme les adversaires acharnés de leurs propres ennemis. Il est aussi évident qu'ils regardent avec méfiance tous les opposants à l'intérieur même du parti que le secrétariat assimile — à tort dans la plupart des cas — aux éléments du parti communiste tant détesté.

Dé par sa structure, la qualité de ses dirigeants, ses préoccupations uniquement opportunistes, le parti socialiste en France est, par excellence, le parti des « situations acquises ». Nous ne pensons nullement le définir comme un parti de « réformistes » dans l'acception classique de ce terme : sa volonté de réformer les institutions existantes est faible ; il n'existe, à l'intérieur du parti, au-

un désir sérieux d'élaborer des projets de réforme, et l'indifférence à l'égard de la doctrine correspond au désir de s'éloigner des utopies et de s'installer dans le présent.

On pourrait se féliciter de cette volonté de réalisme si elle n'était accompagnée d'une indifférence totale pour le réel. On chercherait en vain dans les publications du socialisme français la moindre étude sur les réformes sociales possibles, sur la réforme nécessaire de l'appareil de distribution par exemple. A la vérité, « réalisme » est ici synonyme d'opportunisme, un opportunisme qui se dissimule sous les évocations et les souvenirs où apparaissent pêle-mêle Jean Jaurès, Jules Guesde, Léon Blum, etc. Alors qu'en Autriche et en Allemagne certaines tentatives pour adapter l'idéologie aux réalités nouvelles étaient entreprises, rien dans ce domaine n'a été fait par le socialisme français qui apparaît ainsi — l'idéalisme de certains de ses militants mis à part — comme une organisation d'où sont absents tout esprit critique, toute volonté de réforme, pour ne rien dire de l'enthousiasme pour « la cause ». Solidement installé à de nombreux rouages de l'Etat et dans certains secteurs de l'économie, le parti socialiste français se sent solidaire de la société actuelle et son incapacité à proposer et à réaliser des réformes sociales n'est que le reflet de cette attitude.

Le socialisme français qu'est-il donc aujourd'hui ? Il est difficile de le considérer comme un instrument de l'émancipation sociale puisque, en fait et dans ses préoccupations, il est coupé de la véritable vie ouvrière. Il ne peut pas davantage être assimilé à un mouvement social-démocrate selon le schéma européen puisque son activité ne se nourrit plus essentiellement de ces contacts avec le milieu ouvrier.

Plus que tout autre parti socialiste en Europe, il s'est incrusté dans l'appareil politique et économique de l'Etat, faisant siennes les préoccupations plus éloignées des intérêts populaires : son attitude à l'égard du problème algérien, à l'égard des peuples colonisés en général, son mépris des « intellectuels torturés » (Lacoste et Guy Mollet *dixit*) l'éloignent même d'une simple attitude libérale, pour ne point parler de socialisme.

Le contact du socialisme français avec les « réalités » (avec l'Etat, l'économie, les entreprises nationalisées par exemple) lui ont été funestes. Est-ce à dire que ses perspectives apparaissent sombres ? Nullement si l'on se place sur le plan des intérêts électoraux : dans la mesure où il y a, en France, place pour une organisation qui représenterait une grande partie des salariés — employés, fonctionnaires et certains ouvriers — qui se sentent « à gauche », le parti de Guy Mollet peut prétendre l'obtenir. En dehors du fait qu'il satisfait d'une manière directe une clientèle assez considérable, il se nourrit d'une tradition qui, décidément, joue un rôle énorme dans la vie politique française. Alors que la social-démocratie allemande est gênée lorsqu'on lui rappelle son Noske, les socialistes français, eux, ont l'air d'être fiers de Robert Lacoste et de Max Lejeune. Et ces deux hommes symbolisent assez bien, en effet, le destin du socialisme français.

Pierre GALMIER.

Le consentement aux servitudes intellectuelles est la condition préliminaire de toute conquête dans la société.

HAN RYNER.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Rendons à César...

Un moment nous avons pu penser que, quand paraîtrait ce numéro de la « R. P. », la guerre d'Algérie aurait pris fin. Peut-être notre espoir avait-il trop anticipé... Mais qui refuserait de convenir qu'une mutation s'est produite dans la situation algérienne, que l'imbroglio sinistre, que la marche au bout de la nuit que nous connaissions il y a encore quelques semaines semblent avoir trouvé leur terme ?

Il faut rendre à César... Le « despote éclairé » a fait avancer d'un bond une situation qui piétinait dans l'absurde et dans le sang, il lui a fait franchir le marécage où s'agitaient sans cause ni effet les petits meneurs de jeux maintenant interdits, ceux qui en sont désormais réduits à porter la traîne du despote. Je ne sais quelle honte il pourrait y avoir pour nous à reconnaître le fait. Il y a des camarades qui se torturent les méninges et qui font des complexes parce que les événements ne paraissent pas cadrer avec le film qu'ils en avaient préétabli. J'ai lu, ces temps derniers, des articles fort réjouissants où des camarades qui disposent à tout moment d'une « explication du monde » se donnaient beaucoup de mal pour procéder à quelques ajustements doctrinaux.

Franchement, je ne vois pas en quoi nous aurions quelque chose à changer de ce que nous avons écrit ici même, il y a deux mois, ou à regretter des positions que nous avons adoptées. C'est une chose de combattre un « système » de gouvernement des hommes et d'en dénoncer les dangers, de prendre tout de suite ses distances avec les nouveaux maîtres (qui ne sont souvent que de mauvais avatars des anciens) ; c'est une autre chose que de rendre justice aux faits, surtout quand ils semblent bel et bien amorcer une solution que nous avons ici même préconisée.

Oh ! ce n'est pas que nous ayons quelque prétention à l'infaillibilité ! Nous laissons cela justement aux despotes, aux papes, et aussi aux « doctrinaires » de nos milieux qui, bien vite, en arriveraient à couper des têtes plutôt que de couper dans leurs doctrines. Il nous suffit largement qu'on ne puisse soupçonner notre honnêteté de militants et notre obstination à être, sous tous les systèmes, avec les humbles, les opprimés, les prolétaires.

Mais revenons à l'Algérie. En décembre 1957, le signataire de cette chronique donnait à la « R.P. » un article paru sous le titre : « Pour une solution démocratique du problème algérien ». Que les camarades s'y reportent, et qu'ils relisent aussi le texte de la conférence de presse du Général, en date du 24 octobre. Est-ce à dire que les deux textes rendent le même son ? Bien sûr que non ! Comment voudriez-vous que je m'exprime comme un général, fût-il d'un type aussi peu commun. Mais je terminais mon article en avouant que celui-ci n'était pas « réaliste ». Je ne puis que me réjouir qu'il le soit devenu, au moins qu'il se soit notablement rapproché du « réalisme » d'aujourd'hui.

Le F.L.N. lui-même reconnaît que la situation est changée. Et il en a infléchi sa position. Dans l'article dont je parle ci-dessus, je lui reprochais de poser comme condition d'un cessez-le-feu, la reconnaissance préalable de l'indépendance algérienne. Tous les « gauchistes » de l'époque et les éminents rédacteurs de « France-Observateur » — peut-être même certains rédacteurs de notre revue — l'en approuvaient au contraire bruyam-

ment. Aujourd'hui, le F.L.N. abandonne cette condition. Croyez-vous qu'il n'aurait pas mieux valu, pour lui comme pour nous, pour le peuple algérien en premier, qu'il le fasse il y a un an ? Pourquoi le faire quand cela peut sembler une position de faiblesse, quand on lui imputera d'y être contraint, au lieu de l'avoir fait, librement, parce que c'était juste et raisonnable ? L'indépendance y aurait-elle perdu ou gagné ? C'est là où nous contestons, non seulement, bien entendu, la valeur morale du fameux « réalisme », mais même son efficacité.

Ferhat Abbas et Krim Belkacem ne se sont pas encore rendus à l'appel de de Gaulle. Mais demain ils répondront à cet appel ou à un autre. Ils discuteront. Ils composeront avec l'impérialisme. Était-ce bien nécessaire, avant d'être chefs de gouvernement, qu'ils soient d'abord des assassins ? Je m'excuse de cette question irrespectueuse. Mais je n'oublie pas qu'il y a un an, mon ami Ahmed Bekhat était abattu, sur leur ordre — ils l'ont revendiqué. En quoi avait-il trahi, ce jeune homme, plus qu'ils ne vont le faire ?

Mais que l'émotion et l'amertume ne nous égarent pas. Il reste que nous croyons bien voir le bout du drame algérien. En pesant mes mots, je dis que, dans toute la mesure où nous le devrons à de Gaulle, alors... à six pas et au garde-vous, je salue ! Excusez-moi, camarades, je n'ai jamais eu d'autres rapports avec un général. Mais ce sera la première fois que je le ferai volontiers.

S'il y en a qui en déduisent que je suis devenu « gaulliste », qu'ils continuent sur leur lancée... Ils ne comprennent rien à rien.

On ne manquera pas de me dire qu'en arrêtant la guerre d'Algérie, de Gaulle fait bien les affaires du capitalisme. Pardi ! Mais on disait aussi qu'en qu'en n'arrêtant pas la guerre d'Algérie ses prédecesseurs faisaient aussi le jeu du capitalisme. Ces explications passe-partout nous rendent peu de services. Ce sont des clés qui permettent d'ouvrir des portes ouvertes. En tout cas, qu'on ne me dise pas que le peuple paiera de sa liberté le cessez-le-feu en Algérie ! On la lui avait ravie pour faire cette guerre. Depuis le 28 septembre, il n'a ni plus ni moins de liberté ; à y regarder de plus près, il en a davantage. Oui, il en a davantage. On m'objectera que ça ne durera pas longtemps. Je répondrai en reprenant une formule de mon grand ami, le Général : « A chaque jour suffit sa lourde peine ! ».

Je ne voudrais pas terminer ce chapitre sans faire entrer en ligne de compte, dans cette fin provisoire du conflit d'Algérie, l'extrême lassitude du peuple algérien ; pour parler comme les marxistes, c'est une condition « subjective » qui se mue en condition « objective ». Tant pis pour ceux qui font dans l'héroïsme !

A propos, il m'intéresserait de savoir ce que pense de tout cela notre camarade Robert Louzon. Je viens de lire sous sa plume, dans les « Etudes matérialistes », un article intitulé : « Le double effondrement de la France, 1940-1958 - La fin d'une nation ». J'ai été ému, vraiment ému par cette lecture, parce que je ne sais pas résister à une telle flamme et à un style si brillant (je le dis sans aucune ironie). Mais après l'émotion et l'emballement, la réflexion est venue et je ne crois pas que ça tienne debout très longtemps. C'est comme un pavillon d'exposition.

★★

Certains me reprocheront peut-être assez légi-

timeusement d'utiliser cette chronique de l'Union des Syndicalistes pour mener quelques combats singuliers et pour y défendre abusivement des opinions qui me sont personnelles. Qu'ils reconnaissent que je n'essaye pas de m'en cacher ! Comme moi, ils ont de la plume et, au moins autant de gueule. Alors qu'ils se fassent entendre ! L'assemblée générale que nous convoquons ci-dessous leur donnera une occasion, entre autres, de dire ouvertement au secrétaire ce qu'ils pensent de ses raisons.

Quant aux autres « vrais problèmes », à ceux qui concernent la condition ouvrière, la situation des travailleurs dans les jours qui viennent, je crois en effet qu'il est temps de les aborder, bien qu'à vrai dire nous ne les ayons jamais perdus de vue.

Crise, récession, stagnation ou inflation ?

« *Y a-t-il en France les prémices d'une crise ?* » Telle est la question que je posais aux camarades, dans cette chronique même, dans le numéro d'avril 1958. Elle n'a guère suscité d'écho. Il ne faut donc pas m'en vouloir s'il m'arrive d'employer quelquefois, pour faire réagir les camarades, la méthode de la « provocation ». Je n'ai pas trouvé d'autre moyen.

Dans toutes nos plus récentes réunions, dans celles du Cercle Zimmerwald, nous avons entendu nos amis travaillant dans les entreprises, dénoncer le ralentissement général, la réduction des heures de travail, les licenciements même. La grande presse ne peut plus cacher cette tendance à la stagnation, voire à la récession. Il n'est plus possible aujourd'hui de parler de la situation ouvrière sans traiter de cette « crise ».

Le problème a aussi sa tradition dans le mouvement ouvrier. Il reste bien entendu, pour nombre de « conservateurs » qui sont chez nous, que les crises périodiques sont inhérentes au capitalisme (et, par voie de conséquence, qu'il n'y a plus de « crises » dans le monde non capitaliste). On n'arrive alors plus à comprendre pourquoi il n'y a pas eu à proprement parler de « crise » depuis la fin de la dernière guerre, bien qu'on ait « démontré » à maintes reprises qu'elle était inévitable et bien que d'aucuns l'aient attendue chaque jour depuis plus de dix ans. On retrouve mal aussi, dans l'après-guerre, cette belle périodicité dont on donne, en économie politique, un trop grand nombre d'explications.

Dans la critique socialiste, l'explication des crises se résume dans « l'anarchie de la production », dans la production sans souci des marchés et des besoins réels, dans la sous-consommation absolue ou relative. Dans une telle « anarchie », les écarts, les distorsions, les déséquilibres deviennent périodiquement tels que la crise survient pour rétablir brutalement un nouvel équilibre précaire. Mais à qui fera-t-on croire aujourd'hui qu'il y a encore quelque part une semblable « anarchie de la production » ? Pourquoi voulez-vous que la critique socialiste n'ait servi — et encore si mal — qu'à la seule classe ouvrière, que les capitalistes eux-mêmes n'en aient pas profité ? Il y a aujourd'hui une certaine organisation de la production. Si vous voulez, les fluctuations inévitables du capitalisme d'Etat ne sont plus les crises douloureuses du capitalisme libéral. Quant à celui qui croit que, dans le monde prétendu « socialiste », la croissance est linéaire et ne connaît aucune perturbation, eh bien ! il se trompe, et il n'aurait pas loin à aller s'il voulait vraiment s'en convaincre.

Pour résumer moi-même ma position et pour permettre aux tenants de la doctrine de « me rentrer dedans » sans plus attendre, j'affirmerai donc que le schéma traditionnel des crises capita-

listes ne correspond plus à la situation du capitalisme contemporain ; que si, comme il est inévitable, le développement de la production continue de se faire avec des hauts et des bas, ces « bas » ne sont plus si profonds et leurs conséquences si insupportables ; que les capitalistes, instruits au moins autant que nous des vices de leur système, ont maintenant des moyens, non pas de supprimer ces vices, mais de les prévenir dans une certaine mesure et d'en pallier partiellement les effets.

Oh ! je suis conscient de la responsabilité que je viens d'assumer ! D'ici à ce que je sois taxé de révisionnisme réactionnaire, de reformisme et d'anti-révolutionnarisme, il n'y a pas loin. J'avertis cependant que, sur tous ces points, je plaide non coupable.

En tout cas, je puis dire que ce qui s'est passé depuis la guerre, n'infirmes pas mes propos et que la situation économique actuelle ne les infirme pas encore. Pour tout dire, je ne crois pas au retour de ce « vendredi noir » de 1929 où toutes les valeurs de Wall-Street sautèrent en même temps, je ne crois pas que nous retrouvions demain l'immense « armée industrielle de réserve » qui était la caractéristique du capitalisme d'avant cette guerre. Si je me trompe, je le regretterai, non pas parce que cela consacrerait ma faillite théorique (de cela, je me consolerais), mais parce que la classe ouvrière verra s'accroître son lot de souffrances.

Si j'ai parlé tout à l'heure de la clairvoyance des néo-capitalistes et des technocrates, leurs maîtres du palais, je n'ai certes pas voulu dire que les ouvriers n'avaient qu'à s'en remettre à l'habileté de ces nouveaux maîtres. Ils ont raison de s'inquiéter et leurs organisations syndicales auraient grand tort de ne pas porter attention aux signes incontestables de récession que nous constatons aujourd'hui. Mais si l'on a d'abord constaté que l'économie française avait connu ces dernières années un taux d'expansion supérieur à celui des autres pays, on peut certes s'inquiéter, mais non s'étonner, qu'elle connaisse maintenant un freinage de cette expansion.

Je voudrais apporter ma modeste contribution à l'étude de ce phénomène, non pas à partir de la production, comme on a coutume de le faire, mais à partir de la consommation (il y a aussi une révolution à accomplir dans la façon d'aborder les problèmes économiques, révolution qui, pour peu qu'on y réfléchisse, va beaucoup plus loin qu'un simple changement de méthode).

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation a publié un bulletin sur la « *Conjoncture de la consommation au 1^{er} octobre 1958* ». Je tiens à lui faire quelques emprunts significatifs :

« *La consommation au premier trimestre a été très légèrement inférieure, en volume, à celle de la période correspondante de 1957.*

« *La baisse est cependant beaucoup moins forte que celle qui ressort d'un examen superficiel de l'activité commerciale ; elle ne saurait dépasser 0,5 %.*

« *Cette diminution, aussi légère soit-elle, doit cependant retenir l'attention : c'est la première fois depuis plusieurs années que la demande s'infléchit. Alors que sa courbe, à partir de 1950, accusait un taux moyen annuel de progression de 5 %, elle dessine actuellement un palier. De ce fait, la quasi stabilité enregistrée au premier semestre peut s'interpréter comme une baisse d'environ 5 % sur le niveau obtenu par extrapolation de la demande au cours de ces dernières années. Ainsi s'explique, en grande partie, l'existence de stocks*

importants chez les grossistes et les détaillants ; en effet, jusqu'au second trimestre 1958, la production, stimulée par l'importance des ventes à la fin de l'an dernier, n'avait pas modifié son rythme d'activité.

« ...Plusieurs facteurs, dont notamment la stabilisation du pouvoir d'achat, ont agi... dans le sens d'une réduction de la demande.

« Au lieu d'enregistrer comme d'habitude, une augmentation semestrielle de 2 %, les revenus réels ont été dans l'ensemble comparables à ceux du premier semestre de l'an dernier. La baisse de l'ordre de 1 % du pouvoir d'achat des salariés a été à peu près compensée par l'accroissement des revenus des autres catégories sociales. »

« La hausse importante des prix (17 % entre le premier semestre 1957 et le premier semestre 1958) a, elle aussi, contribué à la stabilisation de l'activité commerciale, tout en entraînant des modifications dans la structure de la demande.

« ...Le phénomène le plus marquant a été la chute de la viande de boucherie et, dans une moindre mesure, des fruits et légumes, en raison de l'accroissement très élevé de leurs prix, avec pour corollaire une expansion remarquable des achats d'articles d'épicerie...

« La hausse d'environ 25 % du prix de la viande a entraîné une sévère régression des achats...

« ...Le commerce d'habillement, qui avait été une des premières branches commerciales à profiter pleinement du développement de la demande au cours de ces dernières années, a été un des premiers atteints au premier semestre 1958... »

Ces quelques données sont de nature, croyons-nous, à donner un premier aperçu de la genèse de la récession actuelle. Elles peuvent également donner une idée des remèdes. Il faut rétablir le pouvoir d'achat des travailleurs et l'accroître si l'on veut retrouver la force motrice de l'expansion, à savoir un léger excès de la demande globale sur l'offre disponible, ce qu'on appelle généralement « une inflation modérée, contrôlée ». Son contraire — que nous constatons actuellement — c'est la stagnation d'abord, puis la crise et son cortège s'il dure et s'aggrave. Il faut résolument marcher sur le versant de l'inflation (à flanc de coteau, bien entendu). C'est le contraire de la politique de Pinay. Notre chance, c'est qu'une partie du patronat, et non la moindre ni la moins influente, en a parfaitement conscience.

Tout ce que j'écris là, dans un raccourci néces-

saire, n'a pas d'autre but que d'éclairer la route de la pratique, de l'action directe ouvrière contre les conséquences déjà sensibles de la récession. Sait-on ce que signifie, pour un ouvrier déjà mal payé, la réduction au-dessous de quarante heures de son temps de travail hebdomadaire, dans un système où, précisément, c'étaient les heures supplémentaires qui lui assuraient sa vie ? Dans un mode d'existence où les endettements pour la maison, pour le logement, pour le petit confort, pour le moyen de transport individuel, sont devenus choses courantes ?

Le rôle des organisations ouvrières c'est, bien entendu, de lutter contre ces conséquences en revendiquant le salaire minimum mensuel, le maintien du salaire réel dans le cadre de la durée légale du travail ; il est aussi, croyons-nous, de remonter aux causes en poussant à une politique d'investissements utiles à court terme ou à moyen terme.

Réformisme ? Il faudra bien un de ces jours que nous discutons de la route actuelle de la révolution prolétarienne. Quand nous aurons mis de côté pas mal de mots, de mythes et d'oripeaux, l'entrée de la voie ardue en sera un peu dégagée et nous y verrons plus clair.

R. GUILLORE.

ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Elle se tiendra le

SAMEDI 15 NOVEMBRE 1958, à 14 h. 45

Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau
petite salle de grève

(prendre à droite dans le hall, descendre au
sous-sol, à côté de la salle Jean-Jaurès)

ORDRE DU JOUR :

1. Rapport d'activité — Situation et plan de travail.
2. Liaisons internationales de l'Union des Syndicalistes.
3. Questions diverses.

Les membres de l'Union des Syndicalistes,
les sympathisants, les amis de la R.P. sont
fraternellement invités.

Que tous prennent leurs dispositions pour
y être présents !

Un vote politique sur la semaine de travail

C'est dans un petit pays, l'une des plus vieilles démocraties européennes qu'une expérience intéressante vaut d'être étudiée. Il s'agit de la Suisse. Etat conservateur sans nul doute à institutions à la fois archaïques et stables. C'est peut-être la condition ou la conséquence d'une neutralité permanente qui s'est maintenue, au cours des deux guerres mondiales. Ce qui a permis à de nombreuses victimes de l'oppression et de la barbarie d'y retrouver la paix, la sécurité, la santé matérielle et morale. Si l'on veut cependant une preuve de la phobie des changements, il suffira de noter que la Confédération helvétique reste le seul Etat démocratique où les femmes ne sont pas encore citoyennes.

Cependant, la constitution suisse prévoit le référendum. Dans des conditions beaucoup plus démocratiques qu'en France. En effet, le peuple garde le droit d'initiative, c'est-à-dire que le référendum peut être imposé par une pétition portant un nombre minimum de signatures — et

qu'il a pour objet non de ratifier ou de rejeter ce qui est proposé par les législateurs ou les gouvernants, mais d'introduire de nouvelles dispositions légales. Enfin la question posée est simple, ne formule qu'une proposition strictement limitée et rédigée avec une parfaite précision.

Or, le 26 octobre dernier, le peuple suisse était appelé à se prononcer sur un amendement à la Constitution fédérale portant que « la durée normale du travail ne doit pas dépasser 44 heures par semaine ». C'est là, on l'avouera, un vote peu banal.

L'initiative vieille de quatre ans n'émane pourtant pas des partis ouvriers, mais des indépendants, et particulièrement de leur leader M. Duttweiler, grand commerçant partisan des méthodes modernes (magasins à succursales et prix unique), patron « social » avec tout ce que ce terme implique de bienveillantes intentions, de dynamiques ambitions et de dangereuses séductions.

Le parti indépendant, le parti libéral socialiste

et le parti communiste se sont affirmés pour l'initiative. Le parti socialiste reste neutre. Tous les autres partis s'y sont opposés.

Mais la position des syndicats est à la fois contradictoire et paradoxale. L'Union syndicale suisse (correspondant à une C.G.T.) a repoussé le projet (80 voix contre 35 au sein de la commission syndicale, le 20 septembre), et même refusé la liberté de vote accordée par le parti socialiste (70 voix contre 44). Cependant les fédérations des typographes, des services publics, du bois et du bâtiment, du textile ont participé à la campagne de collecte des signatures et ont continué leur propagande favorable, malgré le veto de l'Union syndicale. Le vote de celle-ci a été emporté par la prise de position des fédérations des métaux et de l'horlogerie, du commerce, des transports, de l'alimentation, des cheminots, des lithographes, des relieurs et cartonniers, du vêtement, du cuir et de l'équipement.

Les organisations confessionnelles et autonomes (celle des Employés particulièrement) se sont décidées dans le même sens que l'Union syndicale.

Au référendum du 26 octobre par 586.188 voix contre 315.910 le projet a été rejeté.

Selon le « Journal de Genève » du 27 octobre, les régions rurales se sont opposées massivement aux 44 heures mais le projet « a rencontré la faveur d'un nombre relativement élevé d'ouvriers ». A Zurich, Genève et Schaffhouse la majorité hostile est très faible. A Bâle ville, les partisans l'emportent par 20.115 voix contre 15.120.

Controverse sur les principes et les possibilités

Si l'on s'en tient à des vues schématiques, on pourra crier à la trahison, à propos de l'Union syndicale qui abandonne les 44 heures — ou de la fédération des typographes qui subordonne l'action syndicale à l'initiative de politiciens.

Mais les Suisses sont gens sérieux et pondérés, pas encore contaminés par la maladie des slogans. Ils sont aussi gens qui craignent trop le brouillard des montagnes pour se complaire dans la purée grisâtre de la rhétorique.

A lire F.O., il est impossible de retrouver le « pot » des interventions au C.C.N. dans le charabia des circonlocutions prêtées à des militants dont nous connaissons la pensée claire et le langage direct.

A lire F.O., il est impossible de retrouver le diatement éclairé sur les controverses.

L'Union syndicale oppose essentiellement deux sortes d'objections à l'initiative des indépendants.

1° D'abord les principes. Ce n'est pas par la voie constitutionnelle que les 44 heures doivent être adoptées, mais par la voie contractuelle, c'est-à-dire par des accords passés entre les syndicats ouvriers et patronaux. L'Union cependant n'exclut pas la consécration légale des conventions collectives, puisqu'elle envisage de reposer la question aux électeurs, afin d'étendre à tous les travailleurs, les avantages obtenus par les fédérations les plus fortes ou les plus favorisées.

Elle semble regretter que l'on ait porté sur le plan politique un débat qui engage exclusivement la compétence des organisations syndicales.

2° Puis les faits. Le projet n'impliquant pas d'augmentation horaire des salaires aurait abouti à une diminution de la rémunération ouvrière. On ajoute, plus discrètement, qu'il faut tenir compte de la situation particulière de chaque industrie. On insinue même qu'une extension des loisirs, donc des possibilités de dépenses et un alourdissement des charges pesant sur la production engendreraient une élévation des prix, cependant que les revenus ouvriers diminueraient.

Inutile de préciser que les objections de principe confirment une thèse que nous avons souvent soutenue et qui dérive de notre anti-étatisme. Difficile, d'autre part, de contester l'évidence. Sans augmentation compétitrice des salaires horaires, la rétribution ouvrière aurait diminué de 1/12, soit un peu plus de 8 pour cent.

Mais la fédération des typographes (cf. son organe : le « Gutenberg » du 26-9-58) ne semble pas animée par des principes contraires à ceux de l'Union syndicale. Elle préfère sans doute également la procédure contractuelle à l'intervention légale. Elle a soutenu la proposition Duttweiler dès sa formulation, comme un moyen de diffuser la grande revendication ouvrière de diminution de la journée de travail. Et parallèlement elle a mené une action qui lui a permis d'inclure les 44 heures dans les conventions qu'elle a signées.

C'est dans le même esprit qu'elle répond à l'objection de fait. Que l'on ne travaille pas plus de 44 heures.

Et les fédérations, dans chaque industrie, engageront la bataille pour l'augmentation compensatrice des salaires.

Sans nous immiscer dans des débats que seuls les travailleurs suisses peuvent mener à leur terme, nous pouvons nous retrouver sur la position de la fédération des typographes. Ce qui nous importe c'est l'efficacité : efficacité vérifiée par les résultats obtenus, par la vigilance syndicale. La convention collective couronne une négociation menée par ceux qui ont combattu ou sont capables de combattre. C'est là ce qui est essentiel. On peut discuter la nécessité d'une confirmation légale. Mais rejeter celle-ci, parce qu'elle implique des négociations difficiles ou des batailles hasardeuses avant et après, c'est consacrer la passivité et l'immobilisme.

Un article du « Gutenberg » éclaire par sa conclusion un tel débat :

« Ce n'est qu'avec l'âme révolutionnaire que nous pouvons espérer en un avenir meilleur. Le syndicat, arme de combat ! Voilà la vraie signification de sa raison d'être. »

Autrement, il risque de se transformer en un magnifique monument où seuls les oiseaux des villes trouveraient quelque attrait. »

R. H.

Boris Pasternak victime... de l'Occident ?

L'Académie suédoise a attribué le Prix Nobel de Littérature à Boris Pasternak. Rien d'étonnant, il s'agit d'un écrivain de grande classe. Il s'agit aussi d'une œuvre qui porte des vérités humaines supérieures aux engagements nationaux et aux tendances gouvernementales. Faut-il rappeler que le Prix a été attribué à Anatole France, Romain Rolland, Roger Martin du Gard, André Gide, notre ami Camus — c'est-à-dire à des écrivains exceptionnels dans le non-conformisme.

Boris Pasternak refuse le Prix et répond à la campagne de la presse et des « écrivains » (?) soviétiques par une déclaration humiliante et avilissante. Rien d'étonnant. A-t-on oublié que tous les écrivains et artistes soviétiques, qui ont fait preuve d'originalité et de sincérité sous Staline et ses héritiers ont été proscrits, excommuniés ou liquidés ?

Ce qui est étonnant, c'est que des gens — tels le philosophe Etemble et le député travailliste Crossnay — reprochent à l'Académie suédoise et aux commentateurs occidentaux d'avoir, en glorifiant Pasternak, gêné l'effort de « libéralisation » du régime soviétique.

Si, de 1933 à 1945, on avait rendu semblable hommage à un écrivain allemand antihitlérien, MM Etemble et Crossnay auraient-ils craint que l'on contrariât Hitler ? Fallait-il de 1851 à 1870, ne plus parler de Victor Hugo, pour favoriser l'Empire... libéral ?

NON A L'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL

Voici que l'on reparle de l'association Capital-Travail. Un projet est, paraît-il, à l'étude et des ballons d'essai sont lancés en faveur de cette panacée, qui doit, selon ses promoteurs, mettre un terme à la lutte de classes.

Sans tarder, des réactions se manifestent au sein des organisations syndicales. La C.G.T.-Force Ouvrière, à son dernier comité confédéral national, vient de prendre nettement position contre ces tentatives, qui auraient pour effet, selon elle :

d'écarter l'organisation syndicale,
d'instituer une pseudo association avec inégalité profonde des droits,

de compromettre l'évolution des salaires par conventions collectives, en apportant en contre-partie des avantages illusoire,

d'instituer un corporatisme d'entreprise compromettant la solidarité ouvrière,

de méconnaître les intérêts des consommateurs, d'instaurer des faveurs fiscales,

de faire de chaque entreprise une cellule fermée pratiquant une économie moyenâgeuse.

Mais c'est l'Union locale F.O. de Nantes qui s'est attachée à « décortiquer » une vieille proposition de loi de MM. Soustelle et Vallon, la seule qui, jusqu'à présent, ait vu le jour. Après avoir rappelé que seul leur attachement à la Charte d'Amiens et aux statuts de leur Confédération suffirait à leur interdire d'accepter toute tentative ayant pour but de paralyser l'action revendicative et gestionnaire des travailleurs, les militants de Nantes montrent les faiblesses et les dangers dudit projet :

Tout d'abord, indiquons que le projet de loi « tendant à l'établissement de contrats d'association Capital-Travail » est assez imprécis. Permettant la signature de tels contrats, il n'oblige ni les employeurs ni les salariés à les souscrire. C'est-à-dire que selon que la formule sera avantageuse ou non, les « capitalistes », proposeront ou ne proposeront pas la signature de tels accords. D'autre part, on se demande quelle valeur pourra-t-on accorder au bilan présenté par l'employeur puisque les représentants des salariés à la Commission Paritaire constituée en vertu de l'article 3 de la proposition de loi ne posséderaient pas le pouvoir d'investigation qui leur permettrait de déceler les bénéfices réels de leur entreprise, afin de pouvoir en calculer la juste répartition.

En plus, nous syndicalistes, nous concevons mal la création d'une telle Commission Paritaire alors qu'il existe déjà des comités d'entreprise dont nous regrettons la limitation au rôle. Enfin, si nous poussons notre conception à bout, pourquoi ne pas doter les comités d'entreprise de ce pouvoir de répartition, en leur accordant de plus le droit d'investigation ?

Une autre lacune du projet ; il ne s'étendra pas à toutes les professions ou, s'il s'y étendait, la répartition des bénéfices (des bénéfices avoués, bien entendu) se ferait d'une façon inégale selon que les entreprises sont plus ou moins prospères ou l'employeur plus ou moins respectueux du contrat d'association. En faisant ressortir cette lacune, nous ferons également remarquer que depuis longtemps les organisations syndicales mènent l'action en faveur d'accords contractuels entre patrons et salariés, et que les tarifs professionnels permettent une égalité sur la base de la profession comme ils assurent aux salariés une certaine garantie.

Autre travers, et ce n'est pas l'un des moindres de l'association Capital-Travail, elle n'assurerait pas au salarié un revenu salarial connu et sûr, puisque une partie de la masse salariale serait inconnue par avance. Pendant toute la durée du con-

trat, elle ne permettrait pas aux salariés une action revendicative puisque l'employeur leur ferait ressortir la part (toujours inconnue) revenant à chacun à la fin de l'exercice d'exploitation. D'autre part, le salaire évoluerait dangereusement entre le salaire connu et celui inconnu. En période d'inflation comme celle que nous traversons, on peut dire que le deuxième évoluerait au détriment du premier, ce qui en cas de retour à une période de stabilité économique, voire même à une période de déflation, permettrait à l'employeur, seul maître dans l'entreprise, de faire évoluer sans recours aux accords salariaux contractuels, les salaires dans le sens contraire.

Un autre sujet d'inquiétude nous vient de l'article 18 du projet de loi Vallon-Soustelle qui déclare « cet intéressement et cette participation sont exonérés de tout prélèvement résultant de la législation en vigueur au titre de la Sécurité sociale et des Allocations familiales ».

Ainsi un employeur habile pourrait se soustraire à une partie de ses obligations sociales au détriment du salarié. Nous en profitons d'ailleurs pour attirer l'attention de nos camarades travailleurs sur les conséquences qu'amène automatiquement la réduction de leur déclaration à la Sécurité sociale : réduction sensible de l'indemnité journalière en cas de maladie, de la pension d'invalidité ou de la pension vieillesse, réduction du capital-décès, etc., etc. Ces réductions seront d'autant plus sensibles, qu'elles se situent au moment où eux et leurs familles en ont le plus besoin.

En conclusion, sans vouloir s'attacher au côté doctrinal qui nous fait rejeter le principe de l'association « Capital-Travail », nous ne nous déclarons pas partisans du projet Vallon-Soustelle auquel nous reprochons :

1) Son imprécision, le fait que toutes les catégories de salariés en seraient inégalement bénéficiaires (à condition qu'elles le soient).

2) Il va à l'encontre des accords salariaux contractuels liant salariés et employeurs.

3) Il n'assure pas au travailleur un salaire sûr, connu par avance.

4) Il permet une évolution dangereuse du salaire, évolution allant à l'encontre des intérêts des salariés.

5) Il autorise l'employeur, par le canal du salaire différé (intéressement, participation) à se soustraire à ses obligations sociales.

6) Il ne donne pas aux travailleurs le pouvoir d'investigation (revendication Force-Ouvrière) et tendrait à limiter dans l'avenir le rôle des comités d'entreprise.

7) Les travailleurs de la fonction publique en sont exclus.

Certains voient dans le projet Vallon-Soustelle une menace directe contre les organisations syndicales. Ce n'est pas tellement le projet qui est une menace, pensons-nous, car dans le texte nous ne voyons aucune limitation de l'action syndicale. C'est par la suite, lors de la mise en pratique de la loi, que le danger apparaîtrait pleinement. Si l'association « Capital-Travail » ne donnait pas satisfaction aux travailleurs — et nous pensons, pour les raisons exposées ci-dessus qu'elle ne la donnerait pas — le rôle des organisations syndicales serait d'entraîner les travailleurs afin d'arracher les avantages salariaux auxquels ils ont droit ; à ce moment, leur action irait à l'encontre des intérêts du gouvernement et des capitalistes et elles pourraient être victimes de l'action répressive. D'autre part, on peut déjà dire que dès l'instant de la mise en place du contrat d'association jusqu'au moment du

sursaut organisé dont nous parlons ci-dessus, l'action revendicative serait pratiquement éteinte.

Les syndicalistes libres de Force-Ouvrière ne croient pas aux mythes. Une longue expérience leur a appris à se montrer vigilants et prudents. Non pas que nous nous refusions à toute solution sociale avantageuse pour les travailleurs (notre rôle efficace dans la création des retraites complémentaires est là pour le démontrer), mais nous nous refusons aux solutions douteuses ou aux entraînements faciles. Nous sommes les continuateurs des fondateurs du syndicalisme français (Pelloutier, Pouget) et nous pensons que présentement les travailleurs doivent lutter :

— pour l'amélioration de leurs salaires afin de compenser la déperdition de leur pouvoir d'achat due aux hausses de prix ;

— pour la diminution de leurs heures de travail sans diminution de salaire afin de contrebalancer la menace causée par le chômage et les suppressions d'emplois que va amener l'automatisation.

Nous restons donc dans la tradition du mouvement ouvrier qui veut que les rapports entre patrons et salariés émanent d'accords contractuels, de conventions collectives. Nous enregistrons cependant avec une certaine satisfaction la promesse d'un fonds de salaires garantis en rappelant que notre Confédération C.G.T.-Force Ouvrière a demandé la création d'une caisse d'assurance chômage dont le but serait de compléter l'allocation-chômage actuelle qui ne se monte qu'à 330 francs dans la zone la plus favorisée.

Le Bureau de l'Union locale C.G.T.-F.O.

Un appel aux travailleurs du Bois, du Bâtiment et des Travaux publics

Le Syndicat autonome du Bois, du Bâtiment et des Travaux publics estime que dans la présente période les revendications anciennes demeurent valables, et que de nouvelles revendications apparaissent, qu'il faut clairement poser.

La hausse du coût de la vie persiste, alors que les salaires sont bloqués. Notre pouvoir d'achat est inférieur de 35 à 40 pour cent à ce qu'il était en 1938. Le ralentissement économique frappe déjà de nombreuses industries : métallurgie, textile notamment. Le Bois et l'Ameublement tournent au ralenti. Dans les entreprises d'appareils électroménagers (frigidaires, machines à laver, etc.), le chômage commence.

Il y a donc crise de mévente. Elle s'explique en général par le niveau des salaires trop bas ; elle s'explique, pour les appareils électro-ménagers, par le ralentissement de la construction ; elle s'explique, pour la métallurgie, par une production développée jusqu'à la saturation des marchés par les progrès techniques et l'automatisation.

Le plein emploi, tant vanté ces dernières années, est désormais menacé.

Il y a pléthore de produits. Il y aura bientôt pléthore de main-d'œuvre.

Face à ces menaces, il faut prendre les problèmes à bras-le-corps et les résoudre au mieux des intérêts ouvriers.

Que faire ?

1° Revalorisation générale des salaires minima.

2° Contre la menace de chômage, application de la semaine de 40 heures avant tout débauchage ; maintien du pouvoir d'achat correspondant aux 48 heures ;

3° Abaissement de l'âge de la retraite à 55 ans pour les ouvriers du bâtiment et des travaux publics ayant 25 ans de versements.

Ceux qui ont construit le métro, les réseaux d'égouts, les circuits téléphoniques et électriques, posé les voies ferrées, bâti des villes de leurs mains, et qui ont droit à la reconnaissance de tous, sont usés prématurément, vieillissent par des travaux trop pénibles. Ils aimeraient obtenir une retraite ailleurs qu'au cimetière. Une retraite décente, qui leur permettrait de vivre, et non de végéter.

4° Leur sortie de l'industrie à l'âge de 55 ans offrirait un débouché aux jeunes.

Plutôt qu'un fonds national de chômage, les sommes destinées aux jeunes sans travail iraient aux retraités.

5° Puisque la mode est de dire que nous sommes des Français à part entière, nous voudrions être des citoyens à part égale.

C'est-à-dire que la revalorisation générale des salaires minima doit être effectuée sur des bases réelles et non selon des coefficients compliqués et des statistiques trafiquées.

Notre position de toujours est claire : avant guerre les compagnons gagnaient 11 francs et les manœuvres 8 francs 50. Les indices actuels sont à 30.

Donc les minima devraient être :

$$11 \times 30 = 330 \text{ francs}$$

$$\text{et } 8,5 \times 30 = 255 \text{ francs.}$$

Ces chiffres sont incontestables, et même les pouvoirs publics ne peuvent le nier.

Nous en sommes loin.

6° Nous nous élevons contre tout travail à la marne, contre tout travail à la tâche. Les marchandages pratiqués en sous-entreprise aggravent à longue échéance nos conditions de travail. Et sur les lieux du travail mêmes la division des forces ouvrières est pratiquée : l'intérêt des manœuvres n'est plus celui des compagnons travaillant à la tâche.

Les marchandages poussent ceux qui les pratiquent à des négligences graves : des constructions s'écroulent, des plafonds d'école s'effondrent.

L'appât du gain conduit au travail bâclé.

7° Aussi le Syndicat autonome revendique l'institution de délégués régionaux à la Sécurité, du même type que ceux des mines, avec les mêmes pouvoirs.

Ainsi seulement pourra être mis un terme au véritable sabotage pratiqué sur une vaste échelle dans la construction, résultat des marchandages.

Manœuvres et compagnons, employés, techniciens et cadres, jeunes ou vieux ne peuvent rester indifférents devant ces problèmes qui se posent avec une acuité de plus en plus grande.

Si vous voulez que vos conditions de travail soient améliorées, agissez, au bureau, à l'atelier, sur les chantiers.

Les syndicats autonomes du Bois, du Bâtiment et des Travaux publics vous demandent de rejoindre leurs rangs, pour former un groupement véritablement autonome de classe, en dehors des partis politiques, des groupements religieux ou philosophiques, des gouvernements.

Le Conseil d'Administration.

I. Permanence tous les samedis de 17 à 19 h., 19, boulevard de Sébastopol, Paris (1^{er}).

II. Assemblée générale tous les troisièmes dimanches de chaque mois au siège.

III. Conseil juridique à la disposition des adhérents.

Notes d'Economie et de Politique

AUX CRISES SUCCEDENT LES RECESSIONS

Depuis le mois de mai, le ralentissement économique qui avait commencé à se manifester aux Etats-Unis au début de l'automne précédent, a pris fin : dans presque toutes les branches d'industrie, la production s'est remise à croître, assez lentement d'abord, un peu plus vite ensuite, la production sidérurgique notamment s'est accrue de 50 %, tandis que la valeur de la production nationale d'ensemble est presque revenue à son ancien maximum ; enfin, fait peut-être le plus significatif, le taux d'escompte qu'on avait dû abaisser à 1,3/4 % au plus fort de la dépression a été remonté à 2 % en septembre dernier et, pour certaines banques, à 2,5 % en octobre.

Nous pouvons donc clore la série des notes que nous avons périodiquement consacrées à l'observation du phénomène depuis le début de la période de « haute conjoncture », soit depuis quelque trois années, en constatant qu'il ne s'agissait pas d'une « crise », mais simplement, en utilisant le vocable inventé pour l'occasion, d'une « récession » économique analogue à celles qui se sont déjà manifestées en Amérique en 48-49 et en 53-54. On peut en caractériser l'amplitude en notant que, d'après les estimations des statisticiens américains, la diminution du revenu national (total des salaires et des profits) fut de 3 % au cours des récessions de 48 et de 53, qu'elle fut de 4 % durant celle-ci.

L'allure de la courbe de l'économie capitaliste a ainsi entièrement changé d'aspect par rapport à celle qu'elle avait avant la dernière guerre. Entre 1815 et 1938, il se produisait une crise tous les dix ans environ : la production et les prix commençaient par monter verticalement, puis, un beau jour, survenait un « krack » à la suite duquel production et prix descendaient non moins verticalement, pour ne recommencer à augmenter que plusieurs années après. Aujourd'hui, par contre, on voit, non plus tous les dix ans, mais tous les cinq ans, la cadence de la production s'accélérer, mais sans qu'il s'ensuive un krack ; c'est progressivement que la cadence ralentit et qu'à partir d'un certain moment on constate un déclin de la production dont l'ampleur et la durée n'ont rien de comparable à celles de la chute qui succédait aux kracks de jadis ; notons qu'à la différence de ce qui se passait après les kracks, cette diminution de la production n'est pas accompagnée d'une chute généralisée des prix, car s'il est vrai que les prix des produits les plus touchés par la mévente baissent, cela n'empêche que la moyenne d'ensemble des prix demeure la même, ou même augmente légèrement comme c'a été le cas au cours de la récession qui vient de se terminer.

Ce remplacement des crises par des récessions est évidemment un signe de stabilisation de l'économie capitaliste, mais c'est en même temps la preuve de son vieillissement. Lorsqu'on se stabilise, c'est l'indication que le temps de la jeunesse est passé. Les grandes « crises cycliques » du dix-neuvième siècle et des premières décennies du vingtième étaient des « crises de croissance » ; la croissance du capita-

lisme est aujourd'hui achevée, c'est maintenant la sclérose qui menace.

Quant à la cause immédiate de la substitution de la récession à la crise, je crois qu'il faut la chercher, ainsi que je l'ai déjà indiqué, dans la plus grande aptitude dont fait preuve le prolétariat à profiter des périodes de grande activité économique pour faire augmenter ses salaires. Jadis, les travailleurs se contentaient de jouir de la sécurité que leur offrait la bonne marche des affaires en leur évitant les affres du chômage et de l'augmentation de leurs gains hebdomadaires par l'accroissement des heures supplémentaires, tandis qu'aujourd'hui, du fait surtout des syndicats — je parle des syndicats américains — les travailleurs profitent de ce que la « haute conjoncture » permet aux patrons de faire de grands profits pour faire augmenter aussi, et dans une mesure très substantielle, leurs salaires horaires. La grande grève de l'acier qui se produisit aux Etats-Unis, je le rappelle, il y a un peu plus de deux ans, en plein boom économique et qui valut non seulement aux centaines de mille des ouvriers de l'industrie sidérurgique, mais par répercussion, à ceux de toutes les autres branches d'industrie, d'importantes augmentations de salaires (1), permit d'éponger le surplus des capitaux qui, commençant à ne plus pouvoir s'employer productivement du fait qu'il n'y avait plus de main-d'œuvre disponible, en était réduit à se tourner vers la « spéculation » et risquait ainsi d'amener, comme autrefois, une hausse vertigineuse des prix de certains produits sans aucune correspondance avec la valeur de ces produits, de sorte qu'un beau jour, pour rétablir l'équilibre des prix, il fallait à tout prix procéder à un coup d'arrêt brusque sur la spéculation, arrêt qui produisait le krack, cause immédiate de la crise.

L'observation de la manière dont se comportent les salaires horaires au cours des futures périodes de haute conjoncture permettra de confirmer ou d'infirmier le bien-fondé de la thèse que nous venons d'exposer.

SA GRANDEUR TENTE DEUX COUPS ET LES MANQUE

M. de Gaulle s'imagine que tous les peuples sont comme les Français dégénérés, qu'il suffit de le prendre de haut avec eux pour qu'immédiatement ils s'aplatissent.

C'est ainsi qu'il a fait aux Algériens, sous la forme enveloppée et cauteleuse qui est dans sa manière, l'offre insultante de venir à Paris discuter des conditions de leur reddition. Mais les gens du F.L.N. ne sont pas positivement des dégénérés ; ils ne songent pas qu'à se déculotter ; il ne suffit pas de les menacer d'une descente de parachutistes pour qu'ils se vautrent à vos pieds ; aussi ont-ils fait la seule réponse qui convenait : « Nous sommes prêts à discuter des conditions de paix, c'est-à-dire de la manière dont sera résolue la question qui nous a fait prendre les armes, l'avenir de l'Algérie, mais seulement de cela. » « Nous sommes toujours prêts à négocier pour parvenir à une solution d'ensemble du problème

(1) C'est en septembre 1956, soit deux mois après la grève des aciéries, que le salaire horaire moyen de l'ouvrier américain atteignit pour la première fois 2 dollars (800 francs).

algérien », dit Krim Belkacem, mais il n'est pas question de parvenir à tout prix à un cessez-le-feu sans discussion préalable d'une solution politique. » (2).

Et comme toute discussion présuppose une égalité entre les participants, cette négociation doit avoir lieu dans un pays neutre et non chez l'un des deux adversaires, d'autant plus que nous nous souvenons, aurait pu ajouter Belkacem, de la trahison du droit international commise par un récent gouvernement français à l'égard de l'avion qui transportait Ben Bella, et que nous nous souvenons même aussi de ce grand ancêtre des peuples colonisés luttant pour leur indépendance, Toussaint Louverture, qui, une trêve ayant été conclue avec l'armée française, commit la faute de se rendre à l'invitation à dîner d'un général français, qui s'empara de son hôte aussitôt que celui-ci fut arrivé et l'envoya en France où il devait demeurer emprisonné jusqu'à sa mort. « Aussi, c'est en territoire neutre, dit Belkacem, que nous désirons l'ouverture de conversations entre des représentants accrédités par nous et par le gouvernement français » (2).

Cela est franc et net, en parfait contraste avec les propositions tortueuses et équivoques présentées par Sa Grandeur à sa conférence de presse : ou bien de vrais pourparlers de paix, ou bien rien du tout.

La seconde tentative de Sa Grandeur s'adres-

(2) Déclaration de Belkacem, vice-président du gouvernement de la République algérienne, au journal « Al Amal ».

Lettre d'Algérie

« Ceux qui ont donné le témoignage de leur confiance, ils l'ont fait tout simplement sans que nul ne les contraigne... Il y a là un fait aussi clair que la lumière éclatante du ciel... »

Général DE GAULLE
(Constantine, 3-10-58).

Ce que je pense des événements d'Algérie ?

Je puis le dire en citant d'abord quelques anecdotes, dont il va de soi que je garantis l'authenticité, et dont la portée est laissée à votre appréciation, bien que je pense qu'elle s'étend à une très large échelle.

Voici, par exemple, une petite localité des environs d'Alger où un jeune Arabe se présente à la mairie pour demander son inscription sur les listes électorales.

L'employé de service lui affirme qu'il est déjà inscrit et, devant l'étonnement du futur électeur, lui présente un registre où, effectivement, figure son nom.

Mais il y a aussi le nom de son père, mort depuis plus de dix ans, et le nom de son frère qui n'a pas encore 17 ans.

Il le fait remarquer, s'en étonne, et s'attire la réponse suivante :

« Ne te mêle pas de ce qui ne te regarde pas ! Tu es venu te faire inscrire. Tu es inscrit, maintenant va-t-en. »

Et il s'en fut.

A Alger même, un Arabe, Mansour, naturalisé Français depuis environ 40 ans, a reçu la visite d'un groupe de paras venus lui remettre un récépissé d'inscription sur les listes électorales. Mansour proteste que, n'ayant pas encore demandé son inscription, il soit déjà inscrit, alors que le registre ne doit pas être clos avant une semaine au moins. On

sait à l'Organisation de défense de l'Atlantique-Nord.

Reprenant, comme il se doit, l'idée d'un de ses prédécesseurs en dictature, Mussolini, qui proposait de faire régenter la Société des Nations par un directoire composé de quatre « grandes puissances », l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Angleterre, de Gaulle a fait à l'Angleterre et à l'Amérique la proposition, encore plus absurde, de faire régenter l'O.T.A.N. par un directoire composé de trois « Grands » : la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, tous les autres membres de l'Organisation, y compris l'Italie qui a autant d'habitants que la France, et l'Allemagne fédérale qui en a moitié plus, devant être réduits à l'état de participants mineurs, n'ayant comme toutes fonctions que d'exécuter les ordres de MM. Dulles, Mac Millan et... de Gaulle !

Mégalomanie de paranoïaque !

Or, si cette mégalomanie peut convenir aux Français dégénérés qui se veulent d'autant plus grands qu'ils se sentent plus petits, à l'étranger elle ne peut que faire éclater de rire ! Aussi peut-être ne fera-t-on même pas à Sa Grandeur l'aumône d'une réponse.

NOUVEAU GRAND SUCCES DE LA POLITIQUE SOI-DISANT ANTICOMMUNISTE DE M. DULLES

Les Russes vont construire le barrage d'Assouan.

R. LOUZON.

lui répond que c'est pour activer les opérations. De toutes façons, il doit s'inscrire. Alors, autant gagner du temps !

Sur son refus de recevoir un récépissé délivré dans de telles conditions, les paras disent qu'ils ont l'ordre de le lui remettre, le déposent dans la boîte aux lettres et se retirent.

Au moment du 13 mai, les militaires recherchaient les Arabes qui accepteraient de lire une déclaration à la radio et, au besoin, devaient provoquer leur acceptation.

Un groupe de paras se présente dans un établissement scolaire de jeunes filles, et demande à la directrice de lui signaler une jeune fille arabe bonne élève. La directrice hésite et se contente de présenter les résultats du dernier conseil de classe.

« Celle-ci, R'bia, pourra lire cette déclaration. Dites-lui qu'elle est désignée pour parler au Forum. »

La directrice rétorque qu'elle ne peut le faire sans l'assentiment des parents, et s'y prend de telle sorte que les paras acceptent d'aller voir la famille.

La mère se retranche derrière l'autorité du père qui refuse purement et simplement. Mais, craignant peut-être des représailles, il fait valoir que sa famille a été élevée à la française plus que dans la foi coranique, et que la déclaration de sa fillette risquerait de n'être pas très goûtée par ceux qui les connaissent.

Le chef du détachement dit qu'il va en informer son supérieur, et l'affaire en est restée là.

J'ajouterai que l'attitude du père se comprend mieux quand on sait que l'un des derniers de ses fils n'a échappé que par hasard au sort d'une quinzaine de jeunes Arabes du même âge qui n'ont pas voulu « avouer » que leurs parents cotisaient au F.L.N., et qui ont séjourné toute une nuit dans une piscine avec dix centimètres d'eau, au mois de mars.

Si dans la plupart des bureaux de vote urbains, les élections se sont déroulées suivant une procédure à peu près normale, il n'en a pas été de même dans certains bureaux du bled.

Voici comment a voté Abdelaziz, tout près d'Alger, Abdelaziz et tous ses camarades :

Dans le bureau de vote, à la mairie, l'urne était sous le contrôle de l'adjoint du président de la délégation spéciale, délégation en remplacement du conseil municipal dissous.

Le président, assisté du garde-champêtre et d'un sous-officier, était à une petite table où se trouvaient une pile de bulletins blancs et une pile d'enveloppes. Les bulletins bleu-violet étaient sur une table placée derrière eux dans le coin de la salle. Et il n'y avait, en outre, dans la salle que deux militaires en armes.

Le président prend un bulletin de vote (blanc) et le remet à Abdelaziz avec sa carte d'électeur.

Le garde champêtre prend une enveloppe, demande à l'électeur le bulletin blanc et l'insère dans l'enveloppe en disant : « Voilà comment il faut voter. Donne ta carte d'électeur au sous-officier, et glisse l'enveloppe dans l'urne ». Ce qu'a fait Abdelaziz. Il avait ainsi voté : Oui !

Il aurait pu, bien sûr, demander un bulletin violet, et on le lui aurait donné, et il serait entré dans l'isoloir. Mais il lui aurait fallu un courage assez rare, car les services psychologiques de l'armée clamaient même en ville, à Alger, le slogan : « Celui qui vote non est un ennemi. On peut admettre à la rigueur qu'il soit emprisonné, mais celui qui ne vote pas mérite la mort. »

Et c'est peut-être ce qui explique une assez grande participation effective au scrutin, rendant inutiles les mesures prises en vue du truquage des urnes.

LES CAUSES PROFONDES DU 13 MAI

Me plaçant maintenant à un point de vue plus général, peut-être puis-je donner mon sentiment sur les causes profondes du mouvement du 13 mai.

Il faut aller le chercher assez loin en arrière, car depuis longtemps, et effectivement depuis les ordonnances de 1899 qui ont donné en fait l'autonomie budgétaire à l'Algérie, les colons et leurs valets les ultras sont les maîtres de l'Algérie. Aucun gouverneur depuis le début du siècle n'a pu être nommé sans leur agrément, sauf peut-être un, en 1945 : Yves Chataigneau, qui a été nommé alors qu'ils étaient à peu près tous convaincus de collusion avec l'ennemi, et certains d'entre eux condamnés à mort.

Et aucun gouvernement n'a pu durablement exercer son pouvoir contre eux. Il suffit de citer les cas de Maurice Viollette en 1927 et de Yves Chataigneau en 1947 pour en être convaincu.

L'habileté des ultras a été d'exercer une influence prépondérante sur le parti charnière de la Chambre des députés, puis de l'Assemblée nationale. Ils sont tous radicaux, ou radicaux-socialistes, à la rigueur indépendants.

Et il suffit de déplacer 20 ou 25 voix vers le centre pour mettre en minorité un gouvernement qui voudrait faire en Algérie une politique autre que la leur.

Chaque fois que le problème algérien est venu en discussion devant l'Assemblée nationale, ce déplacement de voix s'est réalisé.

Je ne citerai que celui, déjà ancien, qui a décidé en 1928 l'abandon de la politique d'« assimilation », honnêtement pratiquée par Maurice Viollette, et celui, plus récent, qui a abouti à la chute de Mendès-France sur l'intervention de René Mayer, député de Constantine, dont les intérêts financiers dans les mines d'Algérie sont bien connus.

Les mauvaises langues disent que cette opération a coûté 100 millions aux ultras d'Alger.

Mais rappelez-vous des remous entraînés par la discussion sur le « Statut organique » de l'Algérie en 1947, où le rapporteur socialiste Maurice Rabier a dû donner sa démission, et où le vote final consacrait un texte fort différent du projet initial,

texte qui n'était pas encore entré totalement en application neuf ans après, en 1956, date à laquelle l'Assemblée algérienne a été dissoute.

Rappelez-vous enfin les conditions dans lesquelles s'est déroulé le vote de la « loi-cadre ».

Les ultras d'Alger n'ont accepté son vote par l'Assemblée nationale qu'à la veille de la discussion de la question algérienne à l'O.N.U. et pour des raisons d'ordre international.

Mais le danger passé de voir l'O.N.U. condamner moralement la France, ils se sont opposés de tout leur pouvoir au vote de la « loi-cadre » par le Conseil de la République.

Et pour la première fois depuis soixante ans, ils n'ont pas réussi à empêcher le vote.

Il n'est que de lire « l'Echo d'Alger » dans le mois qui précède le vote et dans le mois qui le suit pour comprendre et leur intolérable outrecuidance et leur amère déception.

Mais aussitôt ce vote acquis, ils ont dit qu'ils ne permettraient pas l'application de la loi, ils ont crié leur opposition au Collège unique et à la multiplication des députés algériens.

Et dès le ministère tombé, exploitant habilement les difficultés de lui trouver un successeur, ils ont conçu qu'ils pouvaient changer un « système » dont ils n'étaient plus les maîtres, et mettre sur pied une V^e république dans laquelle ils détiendraient les pouvoirs qui leur échappaient.

Il leur fallait pour cela un homme susceptible d'emporter la confiance de la majorité des Français : ils ont trouvé de Gaulle, et un homme susceptible de leur servir d'intermédiaire : ils ont trouvé Soustelle !

De Gaulle, dont la plupart d'entre eux demandaient la mise à mort en 1941, de Gaulle qui avait personnellement décidé l'exécution de certains d'entre eux en 1944, ce que Vincent Auriol rappelait tout récemment dans une lettre qui lui fait grandement honneur.

Soustelle qui avait accepté de Mendès-France de venir faire en Algérie une politique libérale et qui acceptait un mois plus tard d'Edgar Faure de faire en Algérie une politique diamétralement opposée.

Que les ultras d'Alger aient voulu détruire la IV^e République, je n'en veux pour preuve que ce fait significatif : aussitôt la chute de Félix Gaillard, ils ont envoyé à tous les électeurs et fait répandre dans tous les lieux publics, administratifs ou autres, des cartes postales adressées au président Coty, toutes rédigées, où il suffisait d'inscrire son nom et son adresse suivis d'une signature, invitant le président de la République à constituer un « gouvernement de Salut public, sous la présidence d'une personnalité placée au-dessus des partis ».

Lorsque Pflimlin a été investi, ils sont allés, dans la nuit du mardi 13 mai, jusqu'à constituer un gouvernement provisoire présidé par le général Massu, coupé de la métropole et qui ne s'est péniblement transformé qu'à l'aube du 14 mai en un comité de salut public.

Ils n'ont pas été constamment les maîtres des événements, et parfois ils ont dû céder, mais ils ont constamment pesé sur eux très lourdement, à tel point qu'en dépit de l'interdiction faite par de Gaulle aux militaires d'adhérer aux comités de salut public, ils y sont restés, et ils en sont les maîtres.

Il suffit d'écouter les propos tenus dans les cafés populaires d'Alger, fréquentés presque tous par une sorte de « lumpenproletariat » qui est le meilleur soutien des ultras (après leur puissance financière s'entend).

Personne ne cachait sa déception de voir que de Gaulle manifestait une certaine personnalité, et chacun pensait qu'il faudrait peut-être « monter à Paris » pour lui faire comprendre ce qu'il n'avait pas encore compris.

Le premier discours de Soustelle sur l'intégration date du moment où l'on a eu la certitude que de Gaulle proposerait une nouvelle Constitution.

On a gardé le souvenir de la Constitution de 1946 dont le premier projet a été rejeté et dont le second n'est passé qu'avec une assez faible majorité.

L'habile Soustelle a trouvé trois millions de « oui » en Algérie.

Sa proposition d'intégration a recueilli immédiatement l'adhésion enthousiaste de tous ceux qui, de tout temps, se sont violemment opposés à toute intégration, lorsqu'une telle intégration avait encore quelque chance de se faire. S'ils avaient eu la moindre honnêteté, ils auraient publiquement reconnu leur erreur, et invité les véritables intégrationnistes à collaborer avec eux.

Au lieu de cela, ils les ont réduits au silence, et parfois violemment, comme en fait foi le fait divers suivant, tout aussi authentique que les précédents :

Une jeune femme, membre du corps enseignant, parle à l'une de ses connaissances, au marché, des événements du jour. Il se trouve qu'elle est bien placée pour commenter ces événements qui ont une portée historique évidente.

Mais le lendemain, deux paras se présentent à son domicile, la conduisent à leur colonel, pour interrogatoire, et la jeune femme a passé huit jours au camp d'internement administratif des Tamaris, à Aïn-Taya, et n'a été relâchée que suivant la promesse formelle qu'elle s'abstiendrait de toute propagande politique, et cesserait son abonnement à tous les journaux d'opposition.

Ajoutons à cela qu'on ne se gêne guère dans le public pour dire que si les élections sont favorables, de Gaulle sera bien obligé de marcher, et que, pour les « bicots », on verra.

Je ne puis m'empêcher de penser que l'intégration n'est qu'une ignoble farce destinée à piper trois

millions de voix, en mettant les démocrates dans une situation impossible, car ils ne peuvent évidemment pas s'opposer au vote des illettrés, ou des femmes, ou des nomades, etc.

Que l'expérience ait montré par la suite que ces trois millions de voix n'étaient pas nécessaires ne vient pas à l'encontre de ce que je dis, car au moment où l'on a voulu se les agglomérer le résultat était on ne peut plus douteux.

Que la propagande faite autour de l'intégration crée maintenant certaines difficultés, ce n'est pas douteux, mais ce n'est pas non plus tellement grave, car les ultras n'y ont jamais cru sérieusement et n'y croient pas encore, et il est inutile de préciser que les Arabes n'y croient pas davantage.

Pour vous montrer à quel point les Français d'Algérie (au moins beaucoup d'entre eux) tiennent en mépris ce qui touche à l'intégration, je raconterai cette anecdote :

Sur une route proche d'Alger, parmi les inscriptions qui s'étalent sur la chaussée :

« De Dunkerque à Tamanrasset, 55 millions de Français », « La Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris », figure celle-ci, à l'entrée d'une agglomération : « Ici, c'est la France ».

Tout près, il y a un café où je vais prendre une consommation, que par hasard je paie avec un billet de 1.000 francs français.

Le patron me le refuse, et je proteste en lui montrant l'inscription en travers de la route.

« Peuh ! me répondit-il, ça, c'est la propagande ! »

Quelques jours après, la monnaie française avait cours légal en Algérie, mais je doute que mon cabaretier — qui est probablement Espagnol — et avec lui tous ceux qui se disent « Français », ait changé d'opinion sur l'« intégration ».

NOCHAN.

LA NATURE DU NOUVEAU RÉGIME APPARAÎT

L'aventure guinéenne est révélatrice de la nature du régime que le peuple français a estimé bon. Le 28 septembre, de substituer à la république.

C'est un régime monarchique.

« Vous voulez l'indépendance ? Prenez là ! Vous n'avez qu'à voter non », avait dit le général aux Guinéens, en une improvisation irritée.

Nous, ça nous avait fait plaisir. Mais il y a d'autres personnes, bien plus haut placées que nous, à qui ça ne pouvait pas plaire.

Or aucune de ces personnes ne s'est permis de dire que cette déclaration imprévue était sans valeur. Car, enfin, l'aliénation d'une partie du territoire national, ce n'est pas à un ministre d'en décider !

Pour les gaullistes, donc, la parole de De Gaulle, à elle seule, a valeur législative.

On a d'ailleurs pu s'en rendre compte en d'autres circonstances. A Constantine, il a promis des milliards dont pas un franc n'avait été voté. Il a décrété que les musulmans seraient élus, en Algérie, dans une proportion minimum (ce qui est d'ailleurs une drôle de façon de comprendre le choix des électeurs). Il a décidé que les fonctionnaires de la France métropolitaine devraient être algériens musulmans dans une proportion déterminée.

Le point n'est pas de savoir si ces diverses dispositions n'auraient pas été très bonnes il y a seulement cinquante ans.

Le seul fait envisagé ici est que De Gaulle, seul, a dit la Loi.

Dans le nouveau régime, une petite fonction législative est accordée au Parlement. Une zone législative plus large et surtout plus constante revient au gouvernement. Mais au-dessus des deux il y a un élément déterminant : le sentiment du Prince.

Le Prince dit son Bon plaisir. Au gouvernement d'en faire des lois.

C'est là que la difficulté commence : et qu'il nous

faut revenir à l'exemple fourni par l'affaire guinéenne.

Comment réparer la... mettons l'imprudence du général ? Les gens de Paris se sont gratté la tête. Impossible de réparer si le propos est tenu pour éminemment législatif.

Faire manquer le Prince à sa parole ? Impossible. La tenir, cette parole ? Ça ne va pas...

La seule chose à faire dans une circonstance pareille, est de... ne rien faire.

Et c'est exactement ce que l'on fait.

La Guinée a demandé la reconnaissance de son indépendance. Pas de réponse.

Elle a demandé alors à devenir « associée » de la France, comme le sont depuis longtemps le Cambodge et le Laos, et comme le cas est prévu par la nouvelle Constitution. (Art. 88. — « La république ou la communauté peuvent conclure des accords avec des Etats qui désirent s'associer à elle pour développer leurs civilisations ») (1).

On a répondu que seule la « Communauté » peut décider du point, ce qui est un peu fort de café, mais permet de gagner du temps, étant donné que la Communauté n'existe pas.

Avant que le régime ne commence à fonctionner, on pouvait dire, à la seule lecture du texte constitutionnel : il y aura conflit entre chef de l'Etat et chef du gouvernement.

Il semble aujourd'hui que ce ne sera pas le cas. Le chef du gouvernement ne pourra être que le très docile second du Prince.

Ce ne sera pas drôle d'être ministre !

J. PERA.

(1) Cet article 88 constitue, à lui seul, le « Titre XIII » relatif aux « Accords d'Association ».

Il est d'ailleurs totalement inutile, l'Etat français, indépendant, ayant de toute évidence le droit de conclure les accords qu'il lui plaît.

L'enfance désobéissante et la jeunesse révoltée

Il est des esprits lucides qui s'inquiètent des progrès de « l'automatisation généralisée », de la spécialisation intellectuelle, de la mécanisation des gestes ouvriers, de la transformation progressive et rapide de la société en formations disciplinées de robots plus ou moins perfectionnés.

Ce sont là sans doute des alarmes vaines... c'est-à-dire inefficaces, qui ne pouvant contrarier une évolution fatale, découragent ceux qui voudraient ménager aux hommes la plus grande zone possible d'action spontanée et libre.

Mais ceux-ci manqueraient de clairvoyance en niant les constantes abdications de la volonté humaine dans les entreprises sociales conçues hors de l'automatisme des techniques. Dans les groupements, les partis et les syndicats — avec plus de nocivité encore dans les formations dites révolutionnaires ou socialistes — on n'ambitionne que de choisir son patron et son conformisme. Une opposition qui dure aboutit normalement à une scission. Non seulement on ne veut plus discuter, mais on ne supporte même plus la contradiction... à moins qu'elle n'impose par la force une orientation contraire de l'intolérance officielle.

Dans les pays totalitaires, il n'est pas d'autre issue que la révolte aussi imprévisible en son moment qu'en ses effets, et nous avons de sérieuses raisons de croire que les éruptions enregistrées depuis cinq ans dans l'Empire post-stalinien révèlent l'existence de feux qui couvent dans les profondeurs. Nous avons aussi de sérieuses raisons d'attendre le salut d'une jeunesse dont la rébellion clandestine se généralise.

Mais là où l'on peut encore parler librement, on espérait que tous les savants — ceux qui cherchent et ceux qui pratiquent — se joindraient à nous pour « secouer le dormeur », rompre les « unanimités » fabriquées, et surtout — si l'on désespère de la passivité dans laquelle s'abrutit la génération présente — pour soutenir ceux qui tentent de réaliser par l'éducation des enfants et des adolescents « l'apprentissage de la liberté ».

AUTORITE DES MAITRES OU ACTIVITE LIBRE DES ELEVES

Or ce qui apparaît de plus en plus fréquemment dans les propos et écrits de gens « hautement compétents » — d'une compétence parfois abusive — c'est la condamnation des méthodes d'éducation nouvelle — que l'on défigure et dont on exagère le succès — qui, en provoquant « la carence de l'autorité », livrerait la jeunesse aux instincts les plus brutaux et les plus meurtriers.

J'ai eu l'occasion de relever des propos tenus dans une rencontre médicale internationale par un éminent professeur français. Ce n'est pas pour discréditer un savant dont ses élèves parlent avec un grand respect. Mais parce que des observations pathologiques ont décelé de caricaturales applications des théories freudiennes et une dangereuse soumission de certains parents aux caprices monstrueux de leurs enfants, faut-il conclure à une carence générale de l'autorité aboutissant à une dissociation de la famille et, par voie de conséquence directe, à une aggravation de la criminalité juvénile et même aux troubles révolutionnaires de l'Islam.

On pourrait ne pas s'attarder sur ce problème, s'il s'agissait des lamentations ordinaires de vieux « accroupis au foyer » regrettant le temps « qu'ils étaient beaux et jeunes ». Mais lorsqu'il s'agit d'un concert aux couplets multiples et au refrain mélancolique, il importe d'arrêter la musique, avant qu'elle devienne assourdissante.

Car cette nostalgie du temps de l'autorité indiscutée, paternelle ou magistrale s'exprime aussi bien par le rappel des règles orthographiques, des leçons et des nomenclatures docilement apprises, appliquées rigoureusement ou récitées « littéralement », que par l'évocation du Père Fouettard qui châtiât bien pour prouver qu'il aimait.

Nous avons déjà discuté, ici même, des condamnations de l'enseignement primaire basées sur des critères incertains, des préventions hasardeuses, des préjugés tenaces. Ma sensibilité est-elle excessive ou mon ouïe trop affaiblie ? Je n'ai guère perçu les réactions de mes camarades. Est-ce par humilité, indifférence ou assentiment que l'on s'est tu ? Peut-être pense-t-on avec raison que l'inculcation n'est pas fondée ? Les méthodes modernes peuvent être d'autant moins incriminées qu'elles n'ont pas triomphé. On souffre de la surcharge des classes, non d'un matériel scolaire archaïque ; et le « bon élève » reste trop souvent comme le bon soldat, celui dont l'immobilité est « le plus beau mouvement » et dont l'intelligence se mesure à sa faculté d'acquisition docile.

Mais laissons le débat sur les méthodes pédagogiques. Qu'il nous suffise de rappeler que l'école active n'est pas l'école de la facilité, de la mollesse et de la récréation constante, qu'elle exige au contraire pour la réalisation d'**œuvres personnelles**, une activité tenace soumise à des règles d'autant plus strictes qu'on les découvre en agissant.

MOYENS AUTORITAIRES POUR FIN MEDIOCRE

Faut-il discuter des expériences pathologiques ? L'anomalie permet sans doute de découvrir le « normal ». Encore faut-il s'accorder sur les causes. Et ne pas tirer des conclusions universelles de résultats localisés. Il y a des enfants monstrueux bourreaux des parents. Il y a aussi des Pères Fouettards qui remplacent le martinet ancestral par le tisonnier rougi au feu. Et si l'on a exagéré dans la proclamation des droits de l'enfant, c'est parce que trop souvent des parents abusent de leur droit et de leur force et que leurs sévices sont tolérés... « à moins que mort s'en suive ». Il y a quelque trente ans, La Fouchardière s'indignait de la condamnation bénigne frappant une ignoble brute qui avait torturé et assassiné son enfant, mais dont les services de guerre avaient influencé favorablement le jury.

Il est possible que Freud ait décelé les complexes enfantins. Il est possible également que l'on ait abusé de ses méthodes psychanalytiques. Et dans certains cas la contrainte et la fessée s'imposent pour assurer la sécurité de la famille.

Mais bien avant Freud, des éducateurs (dont certains tels Montessori et Decroly furent d'abord des médecins) avaient formulé cette double observation, aujourd'hui banale :

C'est qu'il faut connaître entièrement l'enfant avant de l'éduquer et l'instruire.

C'est que l'enfant n'est jamais paresseux et vicieux par « mauvaise volonté ». Que si l'on veut

prévenir plutôt que punir, il importe de découvrir les intérêts et les tendances qui lui rendent le travail rebutant ou l'obligent à des actions « monstrueuses ». C'est évidemment très difficile. Beaucoup plus que le maniement du martinet. Mais aussi beaucoup plus efficace. Et ne dites pas que ce sont là des vues de l'esprit.

On nous rappelle que les gifles et les fessées sont salutaires et que là aussi la fin justifie les moyens. Mais quelle fin ? Dans la grande majorité des cas, on a réussi à aligner les indociles, qui enfants terribles sont devenus des adultes soumis au conformisme héréditaire.

Les exemples d'éducateurs qui ont découvert, cultivé et « normalisé » des tendances enfantines « inhumaines » restent des exceptions qu'un dévouement total conditionne. Mais ici il n'y a pas de fin, il n'y a pas de situation stable en fin de course. L'élève s'engage seul, libre et responsable sur « le chemin de la vie »...

OBJECTIVITE... TENDANCIEUSE

Quant à l'histoire des débordements de la jeunesse, de l'aggravation de la criminalité juvénile, elle mériterait d'être étudiée, autrement qu'à travers des diagnostics médicaux.

C'est naturellement l'Amérique qui est une fois de plus la cible préférée des défenseurs de la culture et de la raison. N'y voyons pas parti pris et malice. On est naturellement tenté, lorsqu'un problème humain se pose, d'examiner les solutions adoptées dans les deux pays « pilotes » : l'U.R.S.S. et les U.S.A. Et les exigences d'une publicité tapageuse et d'une presse qui veut chaque jour son scandale sensationnel présentent la réalité américaine sous de gigantesques caricatures « pneumatiques ».

On pourrait cependant demander à des observateurs — qui se voudraient objectifs et sérieux — de chercher à terre des corps vivants au lieu de suivre l'évolution de baudruches qui éclatent avant de toucher le sol.

On pourrait encore leur demander d'être aussi vigilants à l'égard de l'U. R. S. S. qu'à l'égard des U. S. A.

REVOLTE AUTHENTIQUE ET JUSTIFIEE

Ce serait bien facile de localiser le mal. C'est malheureusement impossible. Il faut même être fort prudent quant à l'ordre de grandeur. Outre qu'il faut tenir compte de la densité des villes universitaires aux U.S.A., la statisticomanie américaine fournit sur la délinquance juvénile des données calculées au petit poil. C'est beaucoup moins rigoureux dans nos pays. Et dans l'Empire post-stalinien, les maux ne sont signalés dans la presse (souvent avec quelque outrance) que lorsqu'une purge est décidée préalablement.

Il convient donc, là encore, de distinguer. La révolte de la jeunesse en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires contre des dogmes qui étouffent la conscience et que la réalité bafoue s'exprime aussi bien par le nihilisme cynique, que par les bandes d'hoodligans que par des grèves et des combats. Et il en est de même en Espagne.

L'Express du 16-10-58 a publié une enquête sur la jeunesse (à propos du film « Les tricheurs ») assez édifiante. Ne pouvant utiliser le dialogue et l'interview dans les pays sous dictature, il a eu l'heureuse idée de publier l'extrait d'un article (paru dans *Kultura*, revue polonaise éditée à Paris) de Marek Hlasko, jeune romancier polonais dont l'œuvre fit sensation, même dans le monde communiste et qui fut taxé par les journalistes post-staliniens de « cynique démoralisateur ».

Je ne crois pas au cynisme. Le cynisme est une attitude inacceptable, et je n'ai jamais été cynique. C'est peu dire : je méprise le cynisme plus que

tout, et qui plus est, le cynisme me semble ridicule. Mais je crois dans la révolte ; je crois dans la révolte comme point de départ pour trouver une place dans la vie et dans la société ; comme la valeur en tant que forme d'amour de la vie chez les jeunes, je crois dans la révolte comme dans la forme la plus haute de haine de la terreur, de l'oppression et de l'injustice.

Faut-il dire contre quoi est née cette révolte ? Faut-il dire contre quoi se sont révoltés les jeunes de 20 ans ? Les chefs de notre pays et de notre bloc ont soulevé devant le monde un rideau qui cachait un spectacle qui n'était pas réjouissant.

Et moi, je crois que je n'ai encore rien écrit de ce que je voudrais écrire ; que tout ce que j'ai écrit n'a même pas rendu un centième de ma haine envers la réalité qui a été la mienne. Il me semble que j'ai parlé trop bas, et que la vie dont j'ai été le témoin pendant tant d'années était bien plus terrible, bien plus sinistre que tout ce que j'ai écrit. Et que ceux qui se taisent soient damnés. Ce n'est pas moi qui ai inventé Varsovie, qui a été pendant tant d'années une ville sans sourires ; ce n'est pas moi qui ai inventé Varsovie, où les hommes tremblaient de peur ; ce n'est pas moi qui ai inventé Varsovie, où une bouteille de vodka était le plus grand bien des misérables ; ce n'est pas moi qui ai inventé Varsovie, où une fille coûtait moins cher qu'une bouteille de vodka : c'est cette Varsovie qui m'a inventé.

Voilà qui répond parfaitement aux incurables victimes de l'imposture stalinienne, franchement ahuris d'une telle négation de tout ce qu'ils croyaient définitivement acquis.

Et voici — comme un écho sonore — le témoignage de Miguel de Salabert, jeune Espagnol de 27 ans, réfugié en France depuis six mois :

On nous avait caché le passé, imposé un présent intolérable, coupé du futur. Nous étions suspendus dans un vide. De quelque côté que nous nous tournions, nous rencontrions le spectacle de l'injustice quotidienne, de la corruption impunie, de l'avitissement progressif des hommes, de la négation de toutes les valeurs humaines. Comment avons-nous réagi devant tout cela ? D'abord par un réflexe de défense, un exil intérieur. Nous nous sommes repliés sur nous-mêmes afin de ne pas être contaminés. Nous avons refusé de participer d'aucune façon à la vie de l'Espagne franquiste. Mais l'indifférence et la résignation, nous le savions, étaient des formes d'acceptation. Nous taire, c'était devenir complices. La vie se présentait donc à nous comme un problème moral, si simple qu'il fera peut-être sourire de jeunes Français, mais dramatique pour les Espagnols de ma génération : comment respirer en paix avec soi-même ?

Beaucoup d'entre nous l'ont résolu en allant chercher dans les prisons les quelques mètres cubes d'air pur qui restent en Espagne. Beaucoup ont fui à l'étranger. Beaucoup d'autres, enfin, sont sortis de leur réclusion individuelle pour se lancer dans la lutte.

Les universitaires ne sont pas les seuls à se révolter. La jeunesse prolétarienne a elle aussi rompu massivement le silence par ses grèves des trois dernières années. Avec les paysans, les ouvriers de l'industrie sont les principales victimes du régime. Et s'il ne leur est pas donné, comme aux universitaires, de voir fonctionner les engrenages du carnaval franquiste, le vide de leur estomac leur donne une exacte mesure de la situation. La terrible faim espagnole — que nos dirigeants appellent avec pudeur « sobriété » — est si dégradante, si désespérante pour les jeunes travailleurs espagnols que beaucoup ne voient d'autre issue que dans l'émigration.

FAUT-IL INCRIMINER LA CONFIANCE EN L'HOMME ?

Cette révolte de la jeunesse universitaire et prolétarienne dans des pays où le silence est suspect, où la résistance passive est impossible, où il faut répondre aux mots d'ordre et se mouvoir au commandement ne nous paraît pas illogique, outrancière et forcenée. Le despotisme a obtenu ce résultat inespéré d'un substantielle et saine antithèse à la thèse étouffante des maîtres. Alors vive le séminaire qui fabrique des détroqués et des anticléricaux. Après tout, c'est peut-être ce que désirent, en leur arrière-pensée, les nostalgiques de la férule.

Les incartades et les outrances de la jeunesse dans les pays où le débat peut s'ouvrir librement — ce qui est essentiel — ne peuvent donc pas être de même nature que la révolte de la jeunesse de l'Europe orientale et de l'Espagne. Il est vrai que l'on veut généraliser. C'est le cas particulièrement dans les publications catholiques. Et c'est là tout à fait normal. **Les Informations catholiques internationales** du 15 mai 1958 publient sous le titre : « La jeunesse en péril », une étude d'ailleurs solide et bien menée. Mais tout naturellement, elles parlent de « **crise de la jeunesse, crise de la famille, crise de la civilisation : les chrétiens sont mieux préparés que quiconque à comprendre ce drame de la jeunesse qui est celui d'un monde où l'amour est trop souvent absent, où la confiance en l'homme prétend se substituer à la foi et conduit au désespoir.** »

On comprend ainsi le sens de certaines campagnes. Et ce mépris pour « **la confiance en l'homme** » éclaire toute l'affaire. Pour situer le problème, il suffit d'opposer à cette interprétation catholique du désespoir les admirables formules lancées en février 1957 dans l'hebdomadaire de la jeunesse estudiantine et révolutionnaire polonaise **Pro Prostu** supprimé par Gomulka :

« **Il nous semble que les êtres, libérés de l'asservissement social, considéreront l'homme plus proche de l'homme que de Dieu. Nous ne nous laisserons plus prendre au mirage coloré d'un optimisme démesuré. Nous allons à la rencontre de nos rêves.** »

Le point de vue catholique étant ainsi nettement situé, il est logique que **les Informations catholiques** classent sous le même titre : **Révolte de la jeunesse**, des phénomènes qui ont un nom dans presque toutes les langues : les « teddy boys » et les « teddy girls » en Grande-Bretagne, les « halbstarken » (ou demisels) en Allemagne, les « hooligans » polonais, les « vitelloni » italiens, les « nozem » hollandais ou les « anderumper » au Danemark.

Le gigantisme américain a quelque peu illusionné des observateurs plus ou moins impartiaux. En 1950, une « petite » ville comme Madison (capitale du Wisconsin) comptait de 20 à 30.000 étudiants sur 70.000 habitants, et le campus paraissait aussi distinct de la ville administrative et commerçante que notre « pays latin » le fut pendant tout le moyen âge du Paris du roi et des bourgeois et de la cité de l'évêque. C'est encore le système anglo-saxon de la concentration universitaire autonome d'Oxford et de Cambridge. Mais dans la vieille et traditionnelle Angleterre, la férule maintient l'ordre. Dans l'Amérique démocratique, la liberté et l'hyper-trophie sportive impliquent des performances dans tous les domaines, même dans le désordre et la fureur.

A Madison, les classes sociales persistaient. On nous y a parlé de ces clubs aristocratiques fermés, dont on pouvait imaginer la compétition aboutissant aux mortels exploits décrits dans le film « **La fureur de vivre** ». Nous y avons vu un prolétariat estudiantin gagnant le droit à la culture par un travail servile courageusement accepté et facilité par la sympathie cordiale des camarades.

LES TRICHEURS...

Prétendre que la France serait immunisée contre ce mal relèverait de l'inconscience. Les bons bourgeois qui souriaient béatement en voyant **la fureur de vivre**, se sont indignés devant **les tricheurs**, le dernier film de Marcel Carné.

On parle beaucoup de cette projection récente. Impossible d'en nier la valeur technique et artistique. Certaines images : le « surboulon » dansant, les gros plans de visages où l'angoisse s'imprime sous la tricherie des mots, l'hallucinante course en auto où l'on oublie tous les vieux clichés du « déjà vu »... atteignent une intensité tragique rarement atteinte.

Carné a prétendu que ces quatre personnages : la fille d'une petite commerçante, sœur d'ouvrier, qui se refuse au travail, à l'amour, qui veut tout s'offrir sans rien donner et qui se tue parce que son amour dérange son ivresse — la jeune aristocrate déchainée dont la dot couvrira le passé et légitimera la maternité — l'intellectuel nihiliste et parasite — le fils de grands bourgeois qui affecte la désinvolture cynique... auraient vraiment vécu comme le film nous les montre. Carné a parfaitement raison de réclamer pour un artiste le droit à « l'exceptionnel ». Il a tort de protester parce qu'on l'a accusé de représenter toute la faune du Quartier latin. Car le public a le droit d'entrevoir le banal sous l'exceptionnel, de retrouver la passion humaine sous la folie d'Oreste, et le désarroi de la jeunesse sous les « monstres » de Carné.

Deux seules questions devraient se poser : l'amoralité et le cynisme désespéré des personnages du film caractérisent-ils les tendances de la jeunesse, même si la crise et le dénouement imagés restent l'exception « qui confirme la règle » ? Car c'est bien là tout le problème. L'autorité de la famille, de la loi, de la religion peuvent imposer des contraintes plus ou moins efficaces. Dans tous les cas, il s'agit d'obtenir que les jeunes paraissent tels que l'on veut qu'ils soient. Malheureusement, ils sont et ils restent ce qu'ils sont, lorsque la crainte ne les oblige pas à tricher.

Deuxième interrogation essentielle : cette crise internationale est-elle strictement actuelle ? S'agit-il d'un phénomène nouveau ou d'une manifestation moderne d'un phénomène vieux comme la civilisation ?

AMORALITE DE LA JEUNESSE ?

A la première question, que peut-on répondre ? Nous sommes pris entre les « gérontocrates », les psalmistes du « ah ! de mon temps !... », ceux qui voient l'avenir derrière eux... et les politiciens de toute couleur qui comblent la jeunesse de compliments, de cadeaux et de promesses... espérant le remboursement sous forme de bulletins d'adhésion et de bulletins de vote... Ils sont rares et méconnus ceux qui veulent prendre et comprendre la jeunesse telle qu'elle est, sans la brimer ou l'annexer.

Nos observations personnelles sur une jeunesse populaire dont nous avons suivi la croissance ne confirment guère celles de Carné. Ce qui domine, ce sont les désirs d'indépendance matérielle, d'intégration rapide dans la population active... peut-être aussi une aspiration assez vague vers la sécurité personnelle au sein de l'insécurité générale.

Plus de sincérité qu'autrefois, mais non moins de moralité. Le gangstérisme qui fleurissait au lendemain de la Libération n'est guère sensationnel aujourd'hui. Une simple comparaison quant aux « rapports sexuels » peut nous éclairer.

Près de nous, de nombreux enfants abandonnés par le père ou la mère ou les deux... qui sont aujourd'hui ceux que les jeunes appellent des amortis (30 à 40 ans). Notre génération contenait pas mal de ces déserteurs (presque toujours des mâles).

Dans les promotions de jeunes gens que nous avons vus grandir et qui n'ont connu que notre foyer... col-

lectif, une joyeuse acceptation maternelle, un libre consentement paternel...

Expérience évidemment très localisée dont nous ne tirons aucune généralisation, mais qui reste un élément sérieux d'appréciation.

J'ai effectué une enquête personnelle, par questionnaire précis adressé à d'anciens élèves de nos cours complémentaires dont à peine le cinquième avaient poursuivi des études secondaires, tandis que six sur dix terminaient leur apprentissage industriel.

Toutes les réponses révélèrent la volonté d'aboutir à la maturité de l'esprit non par l'acquisition de connaissances, mais par l'observation directe, le jugement spontané, le libre débat, l'apprentissage de la liberté par le choix des disciplines. Quelques-uns enviaient le « deboting class » des Américains.

Quant aux étudiants (où l'on ne compte, rappelons-le, que 2 % de fils et filles d'ouvriers), Jean Kosek, des « Jeunes Amis de la Liberté », nous présentait ainsi en 1953 quelques portraits-types choisis dans la jeunesse intellectuelle :

« Voici l'étudiant bourgeois qui adhère sans effort, ni gêne aux cadres établis et qui juge la classe ouvrière à travers l'ignorance et les préjugés de sa caste.

« Voici l'étudiant « futur cadre », qui se distingue du premier par la conscience de sa mission de « chef » et sa volonté de conquérir la réalité du pouvoir. Il incline à l'égard des ouvriers vers une sorte de paternalisme (plus ou moins sévère ou bienveillant) qui a surtout à ses yeux l'avantage de renforcer son prestige.

« Voici l'étudiant fasciste ou communiste (car l'étiquette ici est négligeable). Les ouvriers se présentent à lui comme le moyen fondamental d'une « machine » dont il a le secret. La masse ouvrière doit être utilisée, après avoir été préparée, par ceux que leur adhésion consciencieuse à une « théorie » révolutionnaire désigne comme des chefs.

« Voici enfin l'étudiant révolté et révolutionnaire qui sans doute s'oppose d'instinct à tous les conformismes mais qui reste prisonnier de son individualisme anarchiste ». (L'expression est de Kazek. Je lui laisse, sans l'approuver).

Ces portraits typiques ne permettent évidemment pas une classification rigoureuse. Ils sont d'une vérité qui dépasse les individus. Peut-être rencontre-t-on des étudiants « moyens » qui empruntent aux trois premiers types... même exceptionnellement au quatrième. L'étudiant conformiste peut acquérir la bonne conscience du futur chef et même rêver d'une place dans la hiérarchie pyramidale d'un Etat totalitaire. »

PROBLEME NOUVEAU OU VIEUX PROBLEME ?

La réponse à la seconde question prouve en général la vertu du mépris de l'Histoire et de l'amnésie.

Les jeunes d'autrefois connaissaient mieux la morale, comme les enfants d'autrefois connaissaient mieux la langue française (...et ma grande raison c'est que... j'en étais !).

Nous avons connu un quartier latin où on ne se promenait pas d'un pas tranquille. Il est vrai que les bagarres s'excusaient souvent par la passion politique, qui n'était peut-être qu'un prétexte à turbulence et à violence (c'est si agréable de tirer une vieille barbe professorale, parce qu'elle est « de gauche » et que l'on se dit de droite). Mais si les jeunes se passionnent moins aujourd'hui pour la politique, est-ce parce qu'ils sont moins nobles ou parce que la politique est plus vile ?

Cependant, a-t-on constaté une augmentation et une aggravation de la délinquance juvénile ?

Voici des observations d'une spécialiste — que je sois aussi humaine que savante — la **doctoresse Serin**, médecin, neuro-psychiatre (conférence du 3 juillet 1955 à l'Association des Femmes pour la Paix et la Défense des Libertés humaines).

On a l'impression de se trouver devant un problème éternellement actuel. La conférencière évoque :

« Sa jeunesse étudiante où « le Phalène », « la Vierge folle », témoignaient de ce désarroi de la jeunesse d'alors comme devaient témoigner plus tard les romans de Colette. Et pour trouver des exemples de délinquance, il suffit de se souvenir que l'affaire Violette Nozière — qui n'était pas la première de cet ordre — se situait en 1932.

« Depuis nous avons connu la guerre, l'occupation. Le ministère des déportés, prisonniers et personnes déplacées s'est penché sur le problème de l'enfance victime de la guerre.

« Cependant, au fur et à mesure que passe le temps, la situation s'améliore. Le docteur Serin, qui s'occupe de services psychiatriques près des tribunaux d'enfants depuis leur création en 1927, précise que la délinquance juvénile, très forte après la libération, est retombée aux chiffres d'avant guerre.

« En fait, on parle beaucoup de prostitution, de délinquance, d'inadaptation. Dans ces domaines comme ailleurs, si l'attention se porte plus sur ces problèmes actuellement c'est parce que le dépistage est plus actif et la prophylaxie plus vigilante. Présentement, des êtres qui étaient abandonnés à leur sort, sont étudiés, observés, traités ; les méthodes et les thérapeutiques qu'on leur applique maintenant n'existaient pas alors. »

TROIS PROBLEMES DISTINCTS.

D'UNE ENFANCE ACTIVE A UNE JEUNESSE EPIQUE

Le problème est trop grave pour que nous nous en tenions là. Nous y reviendrons, en invitant tous nos amis à participer au débat.

En réalité, il y a trois problèmes dont sans doute les solutions tiennent l'une à l'autre, mais dont les exposés ne se confondent pas. Il y a celui de l'enfance, celui de l'adolescence, celui de la jeunesse.

Faut-il répéter aux Gêrontes... même agrégés, que si l'enfance impose l'acquisition d'automatismes indispensables, son éducation réelle tient en un mot : l'initiation. Or, celle-ci dans tous les domaines exige l'action. Tous les systèmes d'éducation nouvelle dérivent de ce postulat fondamental.

L'adolescence échappe à l'appréciation logique et rationnelle. Quel que soit son milieu, l'adolescent ressemble à un pauvre « Poil de Carotte » dont la culotte ne s'allonge pas avec les jambes. Des troubles physiologiques et psychiques qui marquent cette période trouble et dangereuse ont été décelés, sans aucune intervention « freudienne ». L'agressivité presque fatale de l'adolescent s'oriente contre l'adulte qui use de coercition, si on n'est incapable de la « canaliser » (c'était là au fond le principe fondamental du scoutisme et les résultats n'en sont ni négligeables, ni méprisables).

Quant à la jeunesse, il est encore plus difficile que pour les deux premières périodes, de ne pas la soumettre à la division en classes. Il suffit d'avoir vécu dans l'armée ou dans les camps, avec des jeunes bourgeois, ouvriers et paysans, pour sentir des oppositions qui disparaissent sous l'uniforme et redeviennent saisissantes dès que l'uniforme est tombé. Il est vrai qu'il y a une évidente solidarité dans les pays totalitaires, entre les étudiants et les jeunes ouvriers. C'est parce qu'il y a identité dans un sort caractérisé par la misère, la servitude et l'insécurité, sauf une minorité de privilégiés, « les fils à papa » du régime.

Si l'on ne vise qu'à la stabilité politique et sociale, il suffit de tolérer des excès qui épuisent les possibilités passionnelles et d'assurer l'ordre dans les ateliers, les bureaux et les grandes écoles. Mais si l'on veut que la génération montante dépasse la génération installée, il faut lui offrir autre chose que la sécurité et l'équilibre.

C'est ainsi que l'on pourrait concevoir une morale pour la jeunesse. Une promesse qui touche terre et que l'on veut accomplir par des actes. Une acceptation de l'aventure et du risque, limitée par le respect de l'Homme.

Une orgueilleuse volonté de découverte et d'ascension disciplinée par le refus de parvenir.

On a dit que l'épopée convenait aux peuples jeunes. Il n'est pas interdit de soumettre aux jeunes cette définition qu'en a donné Alain :

« Ce qui est épique, c'est de ne pas savoir où l'on va. L'épique, c'est la course à l'abîme. Celui qui croit est hors de l'épique ; qui croit, je veux dire qui sait que la récompense l'attend, ici ou ailleurs ; qui se dit que les chefs sont justes, que les choses sont justes, que les dieux sont justes. Le fanatisme n'est pas épique. Ce qui est épique, c'est d'entreprendre une chose folle, sachant que les chefs sont ingrats, que les dieux sont absents, que le hasard règne ; et de s'enivrer de ce néant. »

Il m'est arrivé de proposer le syndicalisme révolutionnaire comme morale à de jeunes ouvriers. J'ai souvent aussi contredit ceux qui ne voulaient voir dans le syndicalisme de 1906 qu'une éruption de l'adolescence ouvrière. Mais il est vrai qu'il y avait peut-être du « pessimisme enivré » chez nos aînés, une volonté d'agir contre tout ce qui leur était extérieur et étranger et de bâtir sur table rase.

Il y a donc parenté entre la jeunesse ouvrière et le syndicalisme. Et si l'on veut syndicaliser la jeunesse, on peut espérer aussi rajeunir le syndicalisme... Un souvenir pour conclure provisoirement. Jeune révolutionnaire, à peine sorti de l'adolescence, j'eus l'occasion en 1919 de rencontrer le représentant des Jeunesses syndicalistes, Marcel Vergeat dont le nom évoquera pour les anciens le souvenir d'un militant ouvrier, qui collait aux réalités et qui mourut en héros d'une mystérieuse épopée.

Roger HAGNAUER.

« PLACE AUX BRAS NUS »

Notre vieil ami Albert Lemire, nous envoie ce papier en demandant que ces réflexions ne soient publiées « que si elles en valent la peine ».

On pourrait lui répondre que la R.P. est à lui, autant qu'à nous, qu'il était présent lors de sa fondation. On pourrait aussi lui rappeler que nos amis ont toujours le droit et même le devoir d'exposer franchement leurs idées, même — surtout ! — si elles sont discutables. Et les siennes méritent attention. — N.D.L.R.

Il y a quelques années la « R. P. » mettait son titre en jeu, comme l'on dit dans les milieux sportifs. La majorité des réponses inclina pour le maintien du titre de fondation. Personnellement, je considère que le monde ouvrier a bien changé depuis 1925, année de la parution du premier numéro de la « R. P. ». Il me semble que le vieux rêve égalitaire du socialisme (en prenant ce mot dans son sens historique général) ne hante plus les nuits du monde militant, révolutionnaire ou réformiste.

Nous en sommes au siècle d'or de la hiérarchie, le test, le plus facile étant d'assister à la rédaction d'un cahier de revendications à la C.G.T., à F.O., ou de n'importe quelle autre organisation.

Je crois que l'erreur la plus courante et aussi la plus grossière de notre temps, consiste à raisonner sur la sociologie moderne en prenant comme références des références du temps jadis (pour bien comprendre ma pensée, de comparer les conventions collectives de 1936 à celles d'aujourd'hui — en vingt ans, que de chemin parcouru... à rebours).

Expliquer l'Histoire par le nez de Cléopâtre ou la fistule de Louis XIV, demeure même aujourd'hui une méthode scolaire enfantine ; mais continuer à se gargariser de formules désuètes vaut-il mieux ? Je ne le crois guère et Lissagaray avait raison d'écrire que ceux qui fournissent de faux renseignements — même et surtout de bonne foi — sur l'histoire révolutionnaire peuvent être comparés à des géographes qui établiraient de fausses cartes.

Il est évident que la vie des travailleurs ce dernier quart de siècle a été plus profondément modifiée par les techniques et les mœurs nouvelles que par l'influence des idéologues marxistes ou autres. Je crois, certes, que lorsque Marx et cela a été l'origine de son mérite éternel, dressait le tableau des horreurs de l'accumulation capitaliste, il montrait des choses évidentes, et seuls les th-

référents des capitalistes se voilaient la face et seuls les prolétaires abrutis de fatigue ne pouvaient parvenir à la « science de leur misère », dit Pelloutier. Aujourd'hui le drame est celui des bons camarades (je laisse de côté les bonimenteurs, tous ceux qui se font des rentes avec la Révolution), qui souvent par sentimentalité ne veulent pas voir les travailleurs tels qu'ils sont en l'an de grâce 1958 !

La Révolution russe ayant échoué aux yeux de tous ceux qui considèrent que la fin dernière de l'humanité ne réside nullement dans la dictature d'un parti unique s'appuyant sur une technocratie privilégiée, que reste-t-il ? Bien sûr, l'on peut penser sérieusement qu'en définitive aucune société ne pouvant être parfaite, il s'agit simplement d'arracher à n'importe quel régime, le maximum de justice sociale sans s'inquiéter de doctrine. Les doctrines étant toujours des freins à l'action à la vie, d'une manière plus terre à terre, les doctrines entravent toujours l'efficacité.

Dependant de même qu'il faut se méfier des parangons de vertu, il faut se méfier des systèmes sociaux parfaits dans les œuvres de propagande, surtout lorsque leur réalisation exige l'abandon de tout esprit critique. Le poète communiste Eluard, aux heures les plus sombres de l'occupation allemande chantait « Liberté ! j'écris ton nom sur les murs » mais dans son propre parti les chefs continuaient à penser en secret et, ironiquement « La liberté, pourquoi faire ? »

Fred Zeller, dans le numéro d'octobre de la « Nation socialiste », écrit pour justifier son *oui* tactique au référendum, ces lignes que j'approuve pleinement pour définir le comportement moyen des travailleurs français, surtout celui des jeunes, « les militants qui furent pendant si longtemps mobilisables à toute heure du jour ou de la nuit, disparaissent les uns après les autres. Ils sont devenus aussi anachroniques que la vieille mercière du coin ou l'artisan du village (on pourrait en discuter ?) Le monde moderne qui s'organise, doucement mais sûrement, avec ses extraordinaires moyens, n'a sans doute plus besoin d'eux. On peut le regretter peut-être mais c'est ainsi ! »

Ces militants socialistes révolutionnaires de type classique que nous avons retrouvés presque tous, vieilliss, usés et dépassés à l'enterrement de Murceau Pivert, sortis en droite ligne du XIX^e siècle et dont nous étions sans doute les derniers représentants, étaient, ce que l'on pourrait appeler

les « artisans » du socialisme, alors à ses débuts.

Mais en un siècle où l'employé des postes ou l'ouvrier de chez Renault sont d'abord préoccupés par la recherche d'un logement, de leurs échancres de fin de mois pour leur mobilier, leur frigidaire, leur télévision, leur Vespa, voire leur Dauphine, l'homme qui ne vit et n'agit que pour ses idées et la défense de son prochain est devenu une denrée extrêmement rare, nous devons bien le reconnaître. »

Par exemple il serait tout à fait intéressant de lire une histoire de la révolution opérée sur la mentalité de nombreux travailleurs par l'extraordinaire présence de l'auto dans les nouvelles mœurs. Cette révolution, dans de nombreux cas, a pour résultat de démolir toutes les traditions quant à la lutte pour la réduction de la journée de travail. Trop nombreux sont en effet ceux qui pratiquaient (la tendance va peut-être se renverser à cause de la récession possible, et cela poserait d'étranges questions) la constante des heures supplémentaires pour faire face aux frais souvent excessifs du garage et de tout ce qui découle de la bagnole, plus souvent jouet orgueilleux que machine utilitaire.

Un véritable historien, abandonnant les rabâchages sempiternellement pseudo-marxistes, devrait nous montrer l'ouvrier au salaire souvent moyen qui mange mal se loge encore plus mal, se cultive encore bien plus mal et abandonne toute action virile de classe pour satisfaire la maladie du siècle : la bougeotte. Je comprends fort bien que fabriquer des voitures donne envie d'en avoir une à soi, mais hélas ! le prix payé est énorme dans tous les sens pour l'action syndicale. En France, c'est une catastrophe (malgré les cotisations parfois payées aux centrales syndicales qui toujours se sont tués sur l'effrayante pratique des heures supplémentaires depuis la fin de la guerre).

De bons apôtres me répondront que je suis un affreux réactionnaire, que je suis devenu un croûlant, que je devrais comprendre les temps modernes (et, pas seulement ceux de J.-P. Sartre); les esprits économistes me diront même que pendant les sept premiers mois de 1958, les exportations de voitures françaises ont atteint 20 milliards, c'est donc cette somme qui permet de payer pour le premier semestre de cette année la totalité des importations françaises de coton, de fer, d'acier et de tabac en provenance des U.S.A.

A mon avis dans la mesure où il est possible d'orienter l'action des travailleurs il aurait mieux valu qu'elle le soit dans le but (après la guerre) d'obtenir tout de suite des logements dignes de l'homme et un agencement des horaires de travail également digne de l'homme.

On a préféré un immense bousillage du rôle historique du syndicalisme afin d'aller en mouton de Panurge dans le sens du capitalisme. Il a su, en effet, donner un jouet — l'auto — au travailleur, mais que celui-ci a accepté de payer lourdement par l'abandon des buts de son émancipation : bien-être et liberté. Remarquons que la voiture aurait pu venir ensuite car il ne s'agit pas stupidement d'interdire les joies de la route aux travailleurs ni aucun autre avantage.

On peut revoir (ou voir pour les jeunes) sur les écrans la « Grande Illusion » qui nous prouve que les hommes d'aujourd'hui sont encore plus sauvages que ceux de 1914-18 (parce que les camps de concentration n'existaient pas) et que nos problèmes actuels sont bien différents de ceux que nous pensions résoudre à la fondation de la « Révolution prolétarienne » du reste avec beaucoup d'idéalisme. La faillite de la Révolution russe nous oblige à reconsidérer les moyens et les buts d'un affranchisse-

ment des hommes surtout de ceux qui sont les plus malheureux sur le plan sociologique, quelle que soit la doctrine des élites au pouvoir. Les élites ayant constamment d'excellentes raisons et d'efficaces moyens pour se servir les premiers, même dans notre camp. Pour bien servir la Révolution prolétarienne il faut d'abord supprimer le prolétariat.

Tout le reste est supercherie consciente ou inconsciente !

A. LEMIRE.

P.S. — Je viens de lire dans le dernier numéro des « Etudes matérialistes », de notre cher Louzon, dans une étude intitulée « le double effondrement de la France (1940-58) », les lignes suivantes : « Il y a une soixantaine d'années l'un des sujets habituels de discussion entre les militants était de savoir si l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière la rendrait plus ou moins révolutionnaire. Les uns disaient : dès que le travailleur aura une vie à peu près potable, il s'embourgeoisera et ne luttera plus pour la transformation sociale ; c'est au contraire, une misère de plus en plus grande qui pourra seule conduire à la révolution. Non ! rétorquaient les autres, plus on a, plus on veut avoir ; ce que rapporteront les réformes mettra la classe ouvrière en appétit, et pour satisfaire cet appétit il lui faudra tout.

« L'expérience a définitivement tranché en faveur de la première opinion. La dialectique est implacable. Lorsqu'on peut vivre en travaillant, on n'est plus en goût de mourir en combattant. Bien-être et liberté, fut la devise de la C.G.T. de 1900. Car il s'agit là de deux termes contradictoires. En fait, ce qui va ensemble c'est bien-être et lâcheté ». Un peu plus loin Louzon cite Finidori : « L'homme ne se bat, l'homme n'accepte de se battre, l'homme n'est courageux que quand il est pauvre. — L'homme qui possède des avantages acquis, une situation assise n'a plus non plus le courage de les défendre de peur d'en perdre immédiatement le bénéfice. Si vous voulez éviter le fascisme, vendez scooter et frigidaire et imitez les mouhadjedines ».

Je fais remarquer tout de suite que les travailleurs italiens furent vaincus par Mussolini bien avant les scooters et les frigidaires. Ils furent vaincus comme les Allemands, comme les Espagnols pour bien d'autres raisons (il y a des bibliothèques entières à consulter pour le savoir ou ses souvenirs personnels).

Pour ma part, je crois qu'à l'époque de la bombe atomique, tous les romantismes révolutionnaires sont morts et que la seule façon d'éviter le pire, pour les travailleurs les plus déshérités, c'est de sauver leur peau. Morts, ils n'auraient plus de question à résoudre. Vivants ils peuvent voir venir, loucher, se faire battre, gagner quelquefois, et en définitive trouver des tactiques plus intelligentes que les anciennes. Cependant, à mon avis seule la conquête de la réduction du temps de travail, pourrait permettre la formation de nouvelles élites ouvrières, animatrices de futures luttes fructueuses pour l'émancipation réelle des masses technocratiques soumises aujourd'hui aux mythes du progrès à rebours.

(Une voiture par ménage = 120 heures à l'usine et au bureau). — A. L.

Lire chaque mois :

LE MONDE LIBERTAIRE

organe de la Fédération anarchiste

3, rue Ternaux, PARIS (11^e)

Articles de Maurice Laisant, Aristide Lapeyre, Francis Dufour, P. Rassinier, René Fugler, M. Joyeux, Ch.-A. Bontemps, R. Hagnauer, etc.

(Le numéro : 50 francs)

LA CONTRE-REFORME SYNDICALE EN POLOGNE

Lorsqu'à l'automne 1956, la direction des syndicats polonais définit les réformes qu'elle entendait adopter, on fut particulièrement frappé par la vue exprimée dans le rapport moral du secrétaire Jozef Kulesza au sujet de l'« autogestion ouvrière », et de la défense des intérêts ouvriers par les syndicats. En effet, le rapporteur alla bien au-delà des mots d'ordre de propagande et posa le problème essentiel, celui des conflits inévitables entre les organes d'« autogestion ouvrière » et les ouvriers eux-mêmes : « L'autonomie plus grande que donnera aux entreprises la création des conseils ouvriers, déclarait-il, fera apparaître de nouveaux problèmes concernant les conditions de vie des travailleurs. Les organes d'autogestion, dont le but principal est d'assurer la rentabilité de l'entreprise, seront obligés de concilier, cela va de soi, des tendances contradictoires. On verra surgir des conflits entre les intérêts de l'entreprise et ceux des différents groupes de travailleurs (1). Et Kulesza de conclure à la nécessité de maintenir une représentation syndicale indépendante, sous forme de conseils d'entreprise, et de l'autoriser à « en appeler aux travailleurs » en cas de désaccord avec le conseil ouvrier, organe d'autogestion. Partant d'une telle conception, il ne restait plus qu'un pas à franchir pour rompre avec le syndicalisme d'Etat. Ce pas décisif ne fut pas franchi par les nouveaux dirigeants des syndicats polonais puisqu'ils n'envisageaient ni le recours à la grève ni l'établissement d'une procédure de négociations collectives entre représentants syndicaux et organismes gestionnaires. Mais on pouvait estimer que le problème était loin d'être réglé par la prise de position des dirigeants.

Voici maintenant ce que Wladyslaw Gomulka a dit le 14 avril 1958 aux militants réunis en congrès national des syndicats : « L'autogestion ouvrière est une notion large. La classe ouvrière possède, en plus des conseils ouvriers, des organisations sous la forme de parti et de syndicats. Dans les usines travaillent les comités d'entreprise (organes du parti) et les conseils d'entreprise (organismes syndicaux). Il n'est pas possible d'écarter ces organisations de l'autogestion ouvrière. Celle-ci, si elle se confine aux conseils ouvriers, reste forcément boiteuse, elle végète. Par surcroît, cela tend à engendrer des frictions et des malentendus entre les conseils ouvriers et les conseils d'entreprise. Une fausse théorie en crée d'habitude une autre. L'exclusion des conseils d'entreprise de l'autogestion ouvrière a donné naissance à la fausse conception que la tâche des conseils d'entreprise consiste uniquement à se préoccuper des problèmes du bien-être du personnel, de la prétendue défense des intérêts de la classe ouvrière, et que les questions de la production et de la gestion de l'usine ne doivent relever que des conseils ouvriers. L'application d'une telle répartition des rôles entraîne une opposition entre les deux conseils et leur fait adopter la position des parties » (2).

L'évolution qui se dessinait lors de l'adoption des réformes de l'automne 1956 s'est donc largement réalisée dans l'intervalle. Par la logique même de la situation, ou plutôt sous la pression des aspirations ouvrières, les syndicats ont été poussés à s'arracher à l'emprise de l'Etat pour retrouver leur vocation première qui est la simple défense des intérêts des salariés. Seulement, dans l'optique des dirigeants polonais — pas seulement des chefs du

parti mais aussi des responsables syndicaux — cette évolution est chose mauvaise.

Comme l'a dit dans son rapport le président des syndicats, Ignacy Loga-Sowinski : « Il existe encore bien des militants syndicaux qui, pratiquement, ne rattachent pas dans leur activité les problèmes du mieux-être des ouvriers à celui de l'amélioration de l'organisation du travail, de l'accroissement de la production et de la réduction des prix de revient. Quels que soient les mobiles de ces militants, qu'ils se tiennent simplement à l'écart des questions de production ou qu'ils cherchent une popularité à bon compte, le manque d'intérêt dont ils font preuve pour la production est à coup sûr contraire aux intérêts ouvriers » (3).

Afin d'éliminer les périls que pareille situation comporte pour le système totalitaire, Gomulka a proposé au congrès, au nom du Comité central du Parti, une réorganisation radicale de l'« autogestion ouvrière ». Il s'agit de créer dans les entreprises un organisme nouveau — la Conférence d'autogestion ouvrière — qui serait composé de tous les membres du conseil ouvrier, du conseil d'entreprise et du comité d'entreprise du Parti. Cet organisme, qui se réunira au moins une fois par trimestre, devra assumer les fonctions confiées jusqu'à présent aux conseils ouvriers et, en même temps, coordonner l'activité des trois organes qui en feront partie. Il sera présidé, d'après Loga-Sowinski, par le secrétaire du Parti ; le conseil ouvrier deviendra en quelque sorte le secrétariat permanent de la Conférence.

Enfermée dans ce cadre nouveau, la représentation des intérêts du personnel — le conseil d'entreprise — perd toute indépendance. Aussi la vieille formule totalitaire qui prêche aux ouvriers que leurs intérêts sont identiques à ceux de l'entreprise revient-elle à l'ordre du jour. En effet, Loga-Sowinski n'a pas hésité à déclarer que « tant le conseil ouvrier que le conseil d'entreprise représentent le même personnel et ont le même but et la même tâche : veiller à ce qu'une production meilleure et plus grande soit atteinte aux moindres frais possibles, que sur cette base les gains des ouvriers s'accroissent régulièrement, que le fonds d'entreprise soit réalisé et correctement réparti, que les droits des travailleurs soient respectés et les bonnes conditions de travail assurées. »

Mais l'autogestion se trouve elle aussi ramenée à peu de chose par cette nouvelle réforme. C'est Wladyslaw Gomulka qui parle : « L'édification du socialisme dans notre pays en est à une étape où la thèse selon laquelle les cadres décident de tout demeure entièrement valable. Le déroulement du processus de production dépend, dans une mesure prépondérante, des cadres dirigeants de l'entreprise, de leurs capacités d'organiseurs, du niveau de leurs connaissances scientifiques et de leur expérience pratique, ainsi que de leur sens du devoir et de leur conscience professionnelle. L'attitude du personnel, le niveau de sa conscience de classe — facteur qui influe considérablement sur les résultats de la production — dépend des cadres du parti, des cadres syndicaux et des conseils ouvriers. Dans le système de conduite de notre économie, le principe de la responsabilité individuelle et de la direction « opérative » par une seule personne est de rigueur. C'est un bon principe et il ne convient pas de le modifier. Il importe de rappeler que le principe de cogestion des usines par les ouvriers donne souvent

(1) Glos Pracy, 17 novembre 1956.

(2) Ibidem, 15 avril 1958.

(3) Ibidem, 16 avril 1958.

lieu à un malentendu. D'aucuns entendent par là : transfert des usines sous l'administration des conseils ouvriers. Cette interprétation est erronée ».

Et le chef du Parti de préciser dans un autre passage de son discours : « En luttant, par exemple, contre les manifestations d'une attitude bureaucratique de l'administration envers les ouvriers, en dénonçant, dans son activité, ce qui prête à critiques et affaiblit les liens entre administration et ouvriers, il ne faut pas perdre de vue qu'une telle critique n'a pour but que de rectifier le travail de l'administration et ses fonctions dirigeantes, de relever et de renforcer par là l'autorité dont elle jouit en sa qualité de pilote de l'entreprise. Le directeur et les chefs qui font partie de l'administration sont les représentants de l'Etat socialiste, donc de l'Etat de la classe ouvrière ; ce sont des hommes chargés par l'Etat de diriger en son nom, donc au nom de la classe ouvrière, les entreprises socialisées. Les ouvriers et l'administration ne sont pas deux parties opposées du personnel ; ils sont les deux côtés d'un organisme homogène, qui conditionnent le fonctionnement de ce dernier. »

Gomulka n'a d'ailleurs pas manqué d'expliquer assez franchement pourquoi il doit en être ainsi : « Les personnels ouvriers ne sont que des co-propriétaires et co-gestionnaires des usines, et non leurs propriétaires et gestionnaires exclusifs. Les organes chargés de représenter les personnels d'autogestion ouvrière participent aux décisions, prennent part à la conduite des usines, contrôlent les administrations qui dirigent ces usines, mais ils ne sont pas les supérieurs des administrations. Entre les usines socialisées et l'autogestion se dresse l'Etat populaire, représentant et administrateur de la propriété du peuple, laquelle prend la forme de la propriété d'Etat. C'est au nom de l'Etat que l'administration nommée par lui dirige les entreprises. »

Une année et demie après son retour au pouvoir, Gomulka a retrouvé le langage de tous les propriétaires désireux de signifier au prolétariat qu'ils n'entendent nullement se départir de leur propriété. Le nouvel encadrement des conseils d'entreprise prend ainsi son plein sens.

Paul BARTON.

Rudolf Rocker est mort

Un câble nous est parvenu de New-York : « Rudolf Rocker est mort tranquillement entouré familiers et amis. — Gonzalès Malo ». Cela signifie qu'une vie longue et riche consacrée à servir les idées libertaires et révolutionnaires s'est arrêtée. Les mouvements libertaires et syndicalistes du monde ont perdu leur représentant le plus célèbre de notre temps. Avec cette vie se termine aussi une période : celle des grands révolutionnaires populaires et internationaux.

Rudolf Rocker était né en 1873 dans la ville allemande de Mayence. Son père était graveur. Rudolf se trouva orphelin dès sa tendre jeunesse et dut passer de nombreuses années dans un orphelinat de sa ville natale. A 20 ans il connut les premières persécutions : à la suite d'une réunion publique, le jeune apprenti relieur, militant anarchiste, dut s'expatrier, et il ne revint en Allemagne qu'en 1919 lors des mouvements révolutionnaires. Il y demeura jusqu'en 1933, jusqu'au moment où il dut repartir pour ne pas tomber dans les griffes du nazisme. Il se fixa aux Etats-Unis où il vécut de longues années dans la petite ville de Compton, dans l'Etat de New-York, poursuivant et achevant son œuvre considérable d'écrivain libertaire et se maintenant, jusqu'aux derniers mois de son existence, dans un état d'agilité physique et intellectuelle inchangé.

Sous un autre aspect, l'activité sociale de Rudolf Rocker fut caractérisée de façon extraordinaire et sans comparaison possible, par son intervention

dans le mouvement libertaire juif. Rocker n'était pas juif. Mais pendant des dizaines d'années, il fut l'éditeur de revues et de journaux rédigés en yiddisch, la langue des Juifs d'Europe orientale ; il s'adapta entièrement à la vie des juifs de l'East-End londonien pour lesquels il publia l'« Arbeiter Freint ». Cette activité ne fut interrompue qu'en 1914, lorsque Rocker fut interné par les Anglais comme « ennemi », c'est-à-dire individu d'origine allemande.

De ce qui précède se profile un Rocker qui agit comme un révolutionnaire dans toutes les circonstances et même dans les conditions d'oppression et de persécution les plus difficiles. Il mena une vie d'éducateur actif pour propager ses idées dans le camp de concentration britannique ; sa force spirituelle et sa bonté en firent le dirigeant et le représentant naturel de tous les internés du camp. De ce camp sortirent d'ailleurs de nombreux disciples nouveaux, et quelques-uns des anarcho-syndicalistes les plus vifs qui, avant la guerre, ne savaient rien des idées de Rocker. Plus tard, en Allemagne, il conçut et termina le grand livre de sa vie : « Nationalisme et culture ».

L'apparition du bolchevisme sur la scène internationale conduisit les syndicalistes à se différencier d'un mouvement révolutionnaire qui avait obtenu de grands résultats sur le terrain politique. Auparavant, il n'existait qu'une opposition entre réformistes et révolutionnaires, mais avec le bolchevisme un nouveau facteur révolutionnaire se manifesta, contre lequel durent s'opposer les syndicalistes libertaires, au nom de la liberté, au nom d'une conception révolutionnaire entièrement différente du marxisme léninisme. Pour les syndicalistes de conception antiétatique claire, la décision n'offrait aucune difficulté. Mais cette prise de position n'était pas aussi facile pour de larges masses qui admireraient l'œuvre des révolutionnaires russes et que le réformisme socialiste mécontentait. Une grande révolution s'était produite et les vainqueurs bolchevistes offraient aux travailleurs du monde une nouvelle internationale syndicale « rouge ».

Rudolf Rocker n'hésita pas. Il dit « non » aux communistes comme avait dit « non » le militant libertaire suédois Albert Jensen. Ce fut chose naturelle pour les deux. Rocker qui avait alors la possibilité d'agir et de militer dans une Allemagne caractérisée par de profondes inquiétudes révolutionnaires, devint la personnalité la plus importante du camp libertaire et il se dépensa pour former l'Association Internationale des Travailleurs. Si cette internationale eut par la suite une évolution peu satisfaisante, il faut dire qu'elle joua un rôle de grande importance pendant les dix premières années de son existence.

Depuis lors, notre syndicalisme a dû lutter contre deux adversaires : le réformisme et le socialisme totalitaire. D'une certaine façon, les situations nouvelles nous conduisirent à défendre certaines valeurs démocratiques. Les masses de grands pays industrialisés passèrent au réformisme et alors qu'en ces pays le niveau de vie s'élevait et que la vie politique des populations se démocratisait, l'A.I.T. allait se rétrécissant jusqu'à constituer un groupe très modeste. Nous ne serions pas sincères envers nous-mêmes si nous craignons de le dire devant la tombe de notre cher Rocker.

Nous pouvons ajouter qu'il était lui-même pleinement conscient de ces faits. Mais Rocker avait également découvert un autre aspect de cette évolution : les idées fondamentales du syndicalisme libertaire, c'est-à-dire le fédéralisme et la libre coopération solidaire des hommes, acquièrent une actualité toujours plus grande pour tous les mouvements sociaux modernes menacés par les différentes formes de totalitarisme d'Etat, y compris celle des démocraties centralisées. Rudolf Rocker chercha jusqu'à son dernier souffle de nouvelles structures, de nouveaux moyens d'expression pour les conceptions libertaires toujours en accord avec les nécessités du temps où il vivait. En ce sens il fut encore notre maître lors de sa dernière époque. Et il nous revient la grande tâche de poursuivre son œuvre. Reconnaissons et émus nous nous inclinons devant son cercueil.

Evert ARVIDSSON.

(Extrait de *Arbetaren*, organe de la S.A.C.)

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1^{er} OCTOBRE. — Le gouvernement publie trois ordonnances relatives à la répression du terrorisme.

Inondations dramatiques dans l'Hérault, l'Ardeche, la Drôme et le Gard.

JEUDI 2. — Proclamation à Conakry de la République de Guinée.

Evacuation totale des forces française en Tunisie.

VENDREDI 3. — A Constantine, le général de Gaulle annonce un plan de cinq ans pour l'Algérie.

Aux Etats-Unis, après une grève de douze heures, accord entre la General Motors et le Syndicat.

A Scarborough, le Congrès du Labour-Party, par 5.601.300 mandats contre 890.000, se prononce contre un désarmement nucléaire unilatéral.

DIMANCHE 5. — Grève des techniciens de la R.T.F.

LUNDI 6. — La Chine populaire suspend le bombardement de Quémoy.

Congrès du parti socialiste suisse qui se prononce contre le désarmement unilatéral.

MERCREDI 8. — A Paris, réunion des responsables du Rassemblement démocratique africain.

Au Liban, troubles suivis de collisions entre les manifestants chrétiens et l'armée.

Réunion à Bruxelles du Conseil des ministres des « Six ».

VENDREDI 10. — A Bonn, entretiens entre le chancelier Adenauer et le Premier anglais Mac Millan.

Discours de Maurice Thorez condamnant l'action terroriste du F.L.N.

SAMEDI 11. — Lancement d'une fusée lunaire américaine.

Vif incident au Conseil de la Ligue Arabe entre la délégation tunisienne et celle de la République arabe.

MARDI 14. — Conformément aux instructions du général de Gaulle, les officiers ont quitté le comité de Salut Public Algérie-Sahara.

Proclamation de la République malgache, membre de la Communauté.

MERCREDI 15. — Au Liban, constitution d'un gouvernement Karamé qui met fin à la crise.

JEUDI 16. — Condamnation à Alger des auteurs de l'attentat contre le général Salan à 10 et 5 ans de travaux forcés.

Des ecclésiastiques de la Mission de France sont inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat pour aide au F.L.N.

Aux élections professionnelles pour les comités d'entreprise, recul de la C.G.T. au profit de la C.F.T.C. et de F.O.

SAMEDI 18. — L'O.T.A.N. essaie en vain de trouver une solution au problème de Chypre.

LUNDI 20. — Reprise du bombardement de Quémoy. Libération par le F.L.N. de quatre soldats prisonniers français.

Le Cameroun annonce qu'il sera indépendant à partir du 1^{er} janvier 1960.

La Ligue Arabe accorde un budget d'environ 15 milliards au gouvernement algérien.

Depuis une semaine, grève des mécaniciens de la B.O.A.C. de l'aéroport de Londres.

500 avocats de Budapest ont été épurés et suspendus par le gouvernement hongrois.

Evacuation des troupes britanniques de Jordanie.

A Varsovie, ouverture du procès du criminel de guerre nazi Erich Koch.

MARDI 21. — Le général Salan décide de libérer dix combattants du F.L.N.

M. Foster Dulles arrive à Formose.

Au Maroc, effervescence dans les tribus montagnardes.

A Londres, réception du président de la République fédérale allemande.

MERCREDI 22. — M. Yazid, porte-parole du F.L.N., formule à New-York de nouvelles offres de pourparlers.

JEUDI 23. — Le général de Gaulle définit une procédure en vue de mettre fin aux hostilités en Algérie.

Réunion à Paris des représentants des dix-sept pays européens pour étude de la zone de libre-échange.

L'Académie suédoise décerne le prix Nobel de littérature à l'écrivain soviétique Boris Pasternak.

VENDREDI 24. — L'U.R.S.S. accorde un crédit de 20 millions de roubles à la République Arabe Unie pour la construction du barrage d'Assouan.

A Washington, manifestation d'étudiants blancs et noirs contre la ségrégation raciale.

SAMEDI 25. — Le gouvernement algérien rejette l'offre du général de Gaulle.

Le Conseil national du patronat français s'élève contre la zone de libre-échange.

Réunion du Comité national de la C.F.T.C.

MARDI 28. — A la commission politique de l'O.N.U., l'U.R.S.S. repousse la proposition américaine de suspension pour un an des essais nucléaires.

MERCREDI 29. — Boris Pasternak, écrivain soviétique, refuse le prix Nobel.

Visite à Londres du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères yougoslave.

JEUDI 30. — Congrès C.F.T.C. des industries électriques et gazières.

VENDREDI 31. — Les syndicats de la Régie Renault signataires de l'accord de 1955, dénoncent cet accord.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1958

RECETTES

Abonnements ordinaires	69.647	
Abonnements de soutien	42.200	
		<hr/>
Souscription		111.847
Vente « R. P. » (au numéro)		4.800
— « Trois Scissions syndicales »		9.670
— brochure sur le bâtiment (Dichamp)		2.070
Remboursé par l'Un. des synd., des frais d'impression de la broch. de Dichamp (3 ^e vers.)		110
Divers (remb. frais d'expéd. téléph., etc.)		10.000
		<hr/>
		1.906

		<hr/>
		140.403
En caisse à fin septembre		224.730
		<hr/>
		365.133

DEPENSES

Impression et papier (« R.P. » sept. 1958)	134.995
Impression et papier (« R.P. » octobre 1958)	111.150
Frais d'expédition	12.346
Frais généraux	3.200
Divers	6.720
	<hr/>
	268.411

En caisse à fin octobre :		
Espèces	41.111	
Chèques postaux	55.611	
	<hr/>	96.722
		<hr/>
		365.133

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Dr Lisa Desmedt (Belgique) 2.500 ; René Esteve (Gard) 3.000 ; Jacques Gallienne (Tunisie) 2.000 ; Dr René Goffin (Belgique) 5.000 ; Yvonne et Roger Hagnauer (Seine-et-Oise) 2.500 ; Jean Josso (Cher) 1.000 ; Laillier (Seine) 2.000 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime) 2.000 ; Pascal Leclercq (Jura) 5.000 ; Henri Maire (Jura) 1.200 ; Marcel Marcadet (Seine-et-Oise) 2.000 ; Dr Jean-Daniel Martinet (Paris) 5.000 ; Alfred Rosmer (Seine-et-Oise) 2.000 ; Roger Séguéla (Aude) 2.000 ; Gilbert Walusinski (Seine-et-Oise) 2.000 ; Jean-Baptiste Wantiez (Belgique) 3.000. — Total : 42.200 francs.

LA SOUSCRIPTION

Antoine Agnès (Paris) 600 ; Edmond Birocheau (Deux-Sèvres) 300 ; Michel Cateau (Saône-et-Loire) 300 ; Marcel Clermonté (Seine) 200 ; Paul Colson (Oise) 300 ; Julien Desachy (Oise) 200 ; Jean Duperay (Loire) 500 ; Antoine Laval (Seine) 300 ; Louis Mercier (Paris) 500 ; René Nouvelle (Seine-et-Oise) 300 ; Armand Ollive (Haute-Savoie) 500 ; Jacques Roux (Deux-Sèvres) 300 ; un camarade de Belgique 500. — Total : 4.800 francs.

LA CHINE REVIENT AU PREMIER PLAN DE L'ACTUALITÉ.

Connaissez son histoire

Lisez :

LA CHINE

SES TROIS MILLENAIRES D'HISTOIRE

SES CINQUANTE ANS DE REVOLUTION

par **R. LOUZON**

Prix : 400 francs franco.

Troisième brochure de l'Union des Syndicalistes :

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

Par la voix de **Pierre DICHAMP**

les gars du bâtiment parlent
de la construction et du logement.

Adressez vos commandes à

MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris-20°. — C.C.P. Paris 7473-08

L'exemplaire 100 francs. — Par colis de 20 ex. : 1.200 francs

Réclamez à la "Révolution Proletarienne"

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par **Pierre MONATTE**

(Publié par les Editions ouvrières)

AU SOMMAIRE : De 1946 à 1957. — Où va la C.G.T. ? — Un secrétaire confédéral parle. — Destin du syndicalisme. — Notre presse syndicale. — L'unité ouvrière au congrès de Montpellier. — Souvenirs sur le congrès d'Amiens. — La scission syndicale de 1921. — Les grèves Molotov de 1947 et 1948 et les scissions syndicales nationales et internationale. — Amis de quarante ans.

L'EXEMPLAIRE : 690 FRANCS